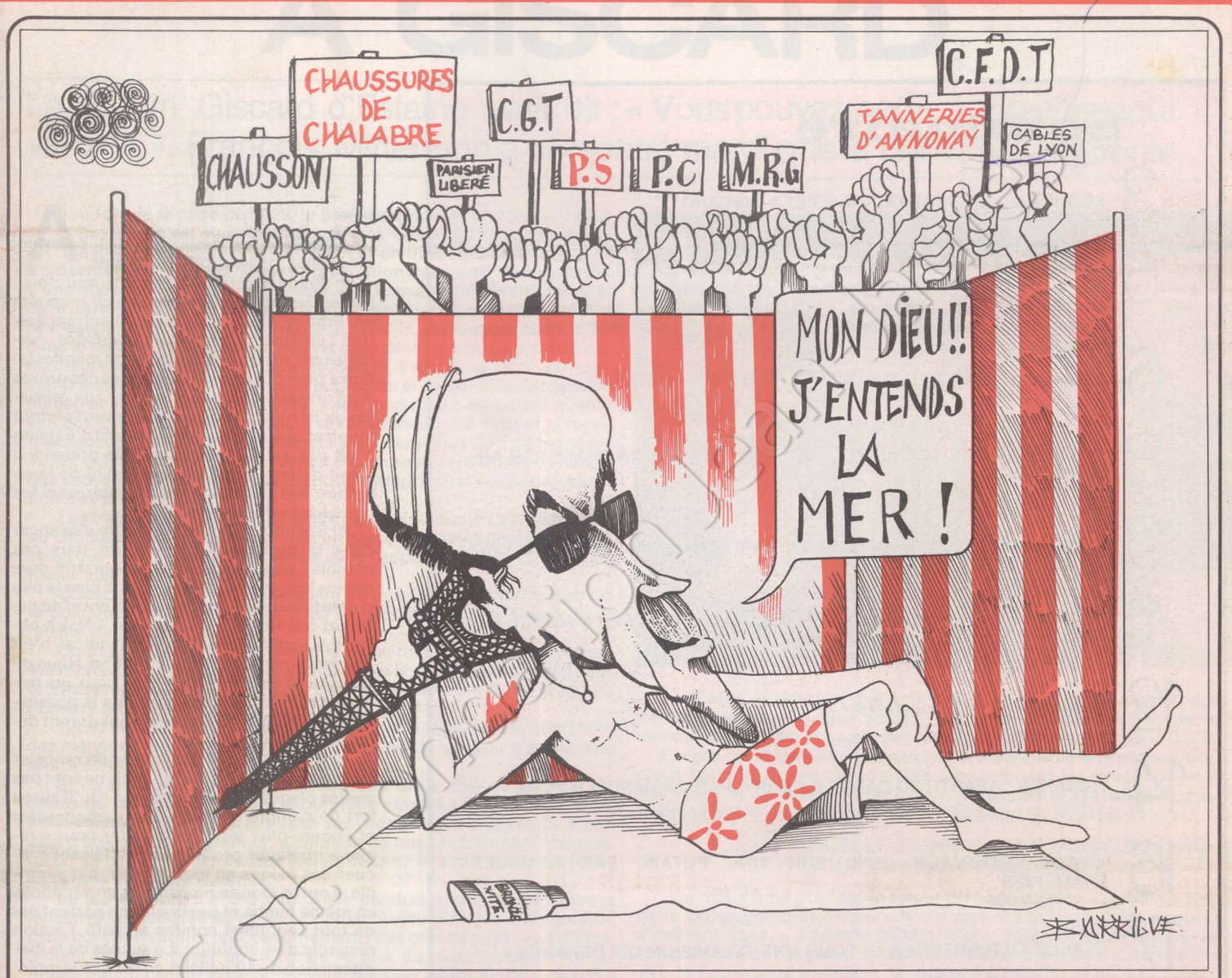
L'unité

N° 166 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 11 au 17 juillet 1975



PARIS, CAPITALE EN LUTTE

« Nous luttons pour vivre et travailler », « Ni le silence, ni le mensonge, ni la trique », « Patrons, gouvernement, décrispez-vous, négociez. » Placardée sur trois immenses banderoles au pied de la tour Eiffel, voilà la réponse de la France en lutte, réunie jeudi, aux souhaits de vacances du président Giscard d'Estaing. Celui-ci n'avait sûrement pas prévu — inconscience, cynisme, aveuglement ? — la portée de ses paroles : il croyait faire un discours lénifiant, rassurant, en maniant une fois de plus contre-vérités et approximations. Il n'a réussi qu'à s'attirer cette réplique populaire

Tous ceux en effet qui sont sans emploi, tous ceux qui occupent leur entreprise depuis 3, 6 ou 12 mois, tous ceux qui n'arrivent pas à boucler leur fin de mois, tous ceux qui ont été expulsés de leur usine par des policiers, des milices privées, voire des chiens policiers, n'ont pu supporter sans réagir d'entendre parler d'une vie sociale plus « détendue » et « décrispée », ils n'ont pas admis de s'entendre conseiller de partir en vacances « sans inquiétude ». Bref, le président de la République n'est pas arrivé à insuffler aux Français cette « calme espérance » qui est la sienne. Et c'est ce que tous ceux qui se battent pour leur emploi, leur salaire ou leurs conditions de travail sont venus montrer jeudi à « Paris, capitale en lutte ».

Il y a, bien sûr, d'autres raisons à ce rassemblement au pied de la tour Eiffel, décidé la semaine dernière par la C.g.t. et la C.f.d.t. et appuyé immédiatement par le Parti socialiste et le Parti communiste. Si les scandaleux propos de Giscard d'Estaing ont choqué, ils n'expliquent pas, à eux seuls, cette décision. Ni l'ampleur de cette manifestation inhabituelle. En

(suite page 2)

Sommaire

3 ECONOMIE : MITTERRAND REPOND A GISCARD

5 REPRESSION : LE BLANC VOIT ROUGE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS
Délations, atteintes à la liberté syndicale, brimades policières, coups de feu sur les militants de gauche... Les habitants de Le Blanc (Indre) en ont assez du climat de « crispation » politique entretenu par le député U.d.r. Jean-Paul Mourot et s'organisent pour rendre coup pour coup.

6 LYON : QUI ARME LES TUEURS ?, PAR ROBERT BUTHEAU

8 INTERNATIONALE SOCIALISTE : LE S.P.D. EST MAL INFORME, PAR ANTOINE VIOLET

9 CONGRES DU S.N.I. : L'OPTION UNITAIRE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS

11 PORTUGAL : LES « MONSTRES FROIDS » A L'AFFUT, PAR MAURICE FABIEN

12 CHANGER LA VIE POLITIQUE

14 TSIGANES : APARTHEID DANS LE BERRY, PAR EMMANUELE PLAS.

16 LIVRES : DOMMAGE QU'IL SOIT UNE PUTAIN, PAR GEORGES FRAMERIES

17 CLAUDE OTZENBERGER : « POUR UNE TELEVISION QUI DERANGE ».

18 AU RISQUE DE VOUS PLAIRE

19 CHANGER LA VIE CULTURELLE

20 REPORTAGE
NIGER : RETOUR AU VILLAGE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

24 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.

PHOTOS ET DESSINS
Adja-Didier Maillac (pages 14, 15) A.f.p. (pages 11, 23) Barrigue (pages 1, 16) Coureuil (pages 5, 13) Eliophoto (pages 20, 21, 23) Hin (page 15) Pascal Lebrun (pages 3, 17) Norma (page 15) Salgado (page 11).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

→

l'organisant, les deux grandes centrales syndicales visaient plusieurs buts.

▶ Premier objectif : briser le mur du silence. Des conflits ont lieu, en ce moment, en France, dans plus de 200 entreprises. Une centaine d'usines sont occupées, certaines depuis un an déjà. Si cette manifestation a pour but de soutenir toutes ces grèves dont on parle peu, et de montrer aux grévistes qu'ils ne sont pas seuls, elle veut surtout montrer que la France de Giscard d'Estaing n'est pas aussi idyllique qu'il le prétend. Il s'agit de faire apparaître la réalité de la situation des travailleurs et d'y intéresser les moyens d'information.

▶ Second objectif : permettre d'avancer dans le règlement négocié de tous ces conflits, dont un nombre important dure depuis longtemps, ce qui montre bien le peu d'empressement du gouvernement et du patronat à trouver des solutions. « Notre objectif, a expliqué un dirigeant syndical, n'est pas seulement une démonstration. Nous disons aussi au gouvernement : ceux qui luttent sont là, nous vous donnons la possibilité de débloquer les conflits qui durent depuis longtemps. »

▶ Enfin, il n'était pas inutile de rappeler au Pouvoir que tous les Français ne sont pas sur les plages ou à la montagne. Qu'il aurait tort de compter sur une éventuelle torpeur et encore plus tort d'en profiter pour « régler » quelques problèmes ; en faisant évacuer des usines au mois d'août, par exemple. Tout le monde ne part pas en vacances en même temps et beaucoup ne partent pas du tout : en juillet comme en août, l'action revendicative continue. Le succès de la manifestation du 10 juillet n'en est pas la moindre preuve.

Et tous ceux qui se sont succédé sur le podium, grévistes d'Annonay, de Teppaz, du « Parisien libéré », de Grandin, de Chausson ou de Chalabre et qui représentaient par leur répartition professionnelle, géographique ou leur catégorie (femmes, immigrés, etc.) un éventail assez exact de la France des conflits, n'ont pas manqué de le souligner. Leur seule présence, et la présence à leurs côtés des responsables syndicaux et des dirigeants nationaux des partis de gauche, était d'ailleurs un démenti flagrant aux propos optimistes de Giscard d'Estaing. Comment, après un tel rassemblement, affirmer que tout va bien ? Difficile. Très difficile. Comme le dit un syndicaliste : « Cette manifestation a été notre manière à nous de faire regarder la France au fond des yeux. »

MICHELE BACKMANN

MITTERRAND REPOND A GISCARD

Le 30 juin, Giscard d'Estaing avait dit : « Vous pouvez partir tranquilles, tout va bien ». François Mitterrand a démontré mardi que la réalité est différente.

Au fort de la crise de 1929, le président Hoover annonçait : « La prospérité est au coin de la rue ». M. Giscard d'Estaing semble s'inspirer de cette façon de voir. Les chiffres officiels continuent à présenter une image idyllique de la situation française. On nous parle d'une économie en croissance, avec une hausse des prix inférieure à celle de nos voisins, un budget en équilibre et une monnaie saine. Mais ce n'est pas la situation de la France. En réalité, la France sera en 1975 dans le peloton de queue des grands pays développés. La production intérieure brute décroît. Les prix monteront d'au moins 11 %. Le pouvoir d'achat diminue, le chômage augmente et ira jusqu'à dépasser 1 million et demi en décembre 1975. Les entreprises s'endettent massivement. L'investissement collectif se réduit (moins 20 % pour le logement social), l'endettement extérieur s'aggrave (plus de 5 milliards en 1975), enfin, le budget sera en déficit d'au moins dix milliards en raison des subventions massives aux grandes entreprises et de la surévaluation des recettes.

Les travailleurs résistent de plus en plus violemment à l'inflation et au chômage ; 250 entreprises sont en grève, 50 usines sont occupées et les ouvriers grévistes sont venus, avec l'appui du Parti socialiste, en parler aux Parisiens jeudi dernier.

Conscients de l'enjeu, ils refusent de porter le poids de l'échec de la politique du gouvernement et ne se laissent pas convaincre de la fatalité de la crise.

Contrairement à ce que prétend le gouvernement, il ne peut y avoir à la rentrée une reprise naturelle par la seule fin du déstockage et par le redressement de l'environnement international. Ni l'un ni l'autre phénomène ne se produiront :

1) Les industriels n'investiront pas sans une reprise de la demande des ménages rendue impossible par la baisse du pouvoir d'achat des salariés et l'angoisse devant le chômage.

2) La reprise s'annonce peut-être aux U.s.a. Elle se fera par la baisse du dollar et donc par l'exportation vers l'Europe du chômage américain sans aucun effet positif sur l'économie européenne. Il est vain d'attendre de l'extérieur la solution de nos problèmes. C'est une façon de camoufler les causes réelles de la crise et de refuser la mise en œuvre de vraies réformes.

Le jeu du libre marché capitaliste conduit à une concentration industrielle accélérée au niveau mondial. Aujourd'hui, la crise facilite cette concentration et les gouvernements des grands pays capitalistes tentent de faire payer aux salariés le prix du rétablissement de la rentabilité du capital et de la nouvelle division internationale de production.

Si la politique économique actuelle est poursuivie, la France sortira de la crise plus vassale que jamais des Etats-Unis avec ses entreprises réduites au rôle de sous-traitant des multinationales et un « volant » énorme de chômage.

La politique du « Tout va bien, soyez tranquilles » du président de la République est, en réalité, une politique d'abandon de la volonté nationale.

Pour redresser la barre, je rappelle les éléments de la politique que nous préconisons :

— relance de la consommation populaire et des équipements collectifs ;

— emprunt public de 20 milliards pour amorcer une politique industrielle cohérente ;

— réforme fiscale immédiate ;

— création de 130 000 emplois publics (P.t.t., Education, Santé) ;

— aide sélective aux industries de main-d'œuvre ;

— indexation de l'épargne ;

— blocage absolu des prix et des marges industriels ;



— Enfin, je propose que soit réunie d'urgence une conférence européenne pour qu'une relance simultanée d'environ 2 % de la consommation soit engagée par tous les gouvernements de la C.e.e.

Encore ces dispositions n'ont-elles de sens que dans la perspective d'une majorité de gauche attachée à transformer les structures économiques et les rapports sociaux — ainsi que le prévoient le programme socialiste et le programme commun de la gauche.

QUELLE SIGNIFICATION DONNER AU RETOUR DU FRANC DANS LE « SERPENT » ?

J'ai moi-même proposé le retour du franc dans le « serpent » lors de la campagne présidentielle. Pour moi, il s'agissait d'une mesure s'insérant dans le contexte général d'une politique économique de structuration de l'appareil industriel et d'une relance de la compétitivité de l'économie française. M. Giscard d'Estaing avait, à l'époque, jugé de façon très critique cette proposition.

Le 10 juillet prochain, le franc rentrera dans le « serpent » sans qu'une politique industrielle véritable ait été mise en place et sans réelle politique pour corriger la parité actuelle dollar-franc.

Faute d'une action cohérente, le seul moyen dont paraît disposer le gouvernement pour maintenir le franc dans le « serpent » sera de compenser la faible compétitivité de l'économie de l'industrie française par une aggravation de l'austérité.

J'avais dit que l'on devait, sur le plan économique, préparer une victoire de la Marne comme Joffre en 1914. Cela ferait plutôt penser à 1940.

QUE PENSER DE LA POLITIQUE D'INCITATION A L'INVESTISSEMENT ?

La politique d'incitation à l'investissement choisie par le gouvernement est vaine et dangereuse.

Vaine parce que les industriels n'investissent pas s'il n'y a pas de relance de la demande et que, en conséquence, les milliards ainsi

→

MITTERRAND REPOND A GISCARD

dépensés ne servent qu'à subventionner des investissements qui, de toute façon, auraient été faits.

Dangereux parce que, soucieux de rétablir leur marge de profit, les industriels utilisent cet avantage fiscal pour faire non des investissements de capacité, mais des investissements de productivité, utilisant moins de salariés.

La politique d'incitation à l'investissement conduit donc à faire financer par l'impôt une aggravation du chômage.

Le gouvernement aurait dû comprendre qu'on ne peut pas inciter à l'investissement sans, en même temps, créer la demande, c'est-à-dire sans relancer la consommation.

COMBIEN DE CHOMEURS ?

Aujourd'hui, le chômage représente 6 % de la population active. Il y avait 835 000 demandeurs d'emploi à la fin mai. Ce chiffre augmente, depuis un an environ, de 40 000 par mois. Et il y a dix fois plus de chômeurs partiels qu'en avril 1974. De plus, un chômage latent très élevé subsiste dans certaines entreprises. Aussi peut-on s'attendre à ce que les entreprises n'embauchent plus et accélèrent même leurs licenciements à la rentrée pour maintenir leurs profits. En outre, 600 000 jeunes arrivent maintenant sur le marché du travail. M. Durafour a reconnu qu'au moins 300 000 d'entre eux auraient besoin de bénéficier des contrats formation de jeunes, c'est-à-dire ne trouveraient pas d'emploi...

Fixer, comme le fait le Parti socialiste, si la politique actuelle suit son cours, la réalité du chômage à plus de 1 200 000 et l'évaluer pour la fin 1975 à plus d'un million et demi, correspond à une analyse rigoureuse.

LE CAMOUFLAGE DE L'ENDETTEMENT EXTERIEUR

Malgré l'austérité intérieure et, en dépit des déclarations triomphalistes du gouvernement, le déficit des paiements courants de la France sera d'au moins 5 milliards en 1975.

L'excédent commercial, qui atteint aujourd'hui 6 milliards, ne dépassera pas 7 à 8 milliards, car nos exportations commencent à diminuer partout. Il faut retrancher de cela la très lourde charge des emprunts (2 milliards) et les transferts de capitaux et salaires (10 milliards).

Ce déficit d'environ 5 milliards (7 - 2 - 10 = — 5) aggrave notre endettement et souligne déjà le caractère factice de l'actuelle valeur du franc.

LE DEFICIT BUDGETAIRE

▶ Dépenses publiques :

La loi de finances pour 1975 a été votée avec un excédent global de 27 millions de francs.

Après le vote du premier collectif (loi du 29 mai 1975), la loi de finances pour 1975 s'est soldée par un déficit de 33 millions de francs.

Après le vote du second collectif (loi du 27 juin 1975) la loi de finances pour 1975 se solde par un déficit de 133 millions de francs.

Selon les évaluations non démenties des commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat, les dépenses « non avouées » atteindraient environ 3 milliards de francs.

Le déficit budgétaire serait donc d'environ 3 milliards de francs en 1975.

▶ Recettes :

Mais cette évaluation ne tient pas compte de la réalité des rentrées fiscales.

Jusqu'à présent, le gouvernement présentait volontairement des évaluations de recettes très inférieures à la réalité. L'expansion économique dégageait, en outre, d'importantes « plus-values » de recettes.

Les recettes réelles constatées en fin d'année permettaient de financer les dépenses supplémentaires tout en maintenant le suréquilibre de la loi de finances.

Or, si les rentrées fiscales du premier trimestre 1975 (janvier-mars) sont juste conformes aux prévisions — ce qui signifie qu'il n'y a pas de « plus-values » — les rentrées fiscales du second trimestre sont notablement inférieures aux prévisions.

Habituellement, le gouvernement adresse chaque mois aux commissions des finances le résumé des rentrées fiscales mensuelles. Or, ce document n'a plus été produit depuis mars 1975, ce qui signifie que le gouvernement ne souhaite pas, pour l'instant, faire connaître la dégradation des rentrées fiscales, conséquence de la récession économique.

Au rythme actuel des rentrées fiscales et des dépenses publiques, on peut raisonnablement prévoir que l'exécution de la loi de finances pour 1975 se soldera, en fin d'année, par un déficit voisin de 10 milliards de francs.

Il s'agit là d'une grave dégradation de la situation des finances publiques puisque le déficit budgétaire se trouvera proche de celui de l'année 1968 (11 525 millions de F).

EN QUOI UNE POLITIQUE DE RELANCE PAR LA CONSOMMATION PARAIT-ELLE NECESSAIRE ?

Aucune relance économique n'est possible sans création de débouchés pour l'appareil industriel sous-utilisé. Ces débouchés dépendent de la relance de la consommation populaire et collective.

Une telle relance permettrait :

— d'augmenter l'emploi ;

— de réduire l'inflation puisque en France les industries augmentent leurs prix pour compenser la baisse de leurs ventes ;

— d'améliorer la productivité de l'économie française dangereusement atteinte par une baisse de la production et donc d'améliorer la compétitivité de nos exportations ;

— d'utiliser une épargne de précaution excessive et qui se dévalorise puisque l'inflation est aujourd'hui un vol de l'épargne populaire ;

L'absence de relance aggravera le chômage, l'inflation et le déficit extérieur.

EN QUOI LES POINTS ECONOMIQUES PRESENTES PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SONT-ILS INEXACTS ?

— La croissance ne sera pas de + 4 %, ni de + 3 %, chiffres successivement avancés ces derniers mois, mais au mieux de 0 à 1 %.

— La hausse des investissements ne sera pas de + 3 % mais de — 3 %.

— Le chômage n'est pas de 834 900 mais d'au moins 1 200 000.

— Le pouvoir d'achat n'augmente plus depuis le début de l'année.

— La hausse des prix ne sera pas de 7,8 %, comme il était prévu et annoncé, mais d'au moins 11 %.

— Le solde extérieur ne sera pas de + 5 milliards, mais de — 5 milliards.

Résolution adoptée à l'unanimité par le Comité directeur du Parti socialiste

« En dépit de l'optimisme de commande exprimé par le président de la République sous prétexte de permettre aux Français de partir tranquillement en vacances, les conséquences de la politique économique et sociale du Pouvoir se font de plus en plus durement sentir pour un très grand nombre de travailleurs : ceux qui sont au chômage et dont le nombre dépasse un million sans compter les centaines de milliers de jeunes à qui ne s'offre aucun débouché, ceux qui sont en grève dans une centaine d'entreprises et qui vont se retrouver le 10 juillet à Paris dans une manifestation à laquelle le Parti socialiste apporte son soutien, ceux qui sont victimes de la répression patronale et gouvernementale qui s'exerce par l'intervention, dans de nombreuses usines, de la police ou de milices privées.

« Devant cette situation, la seule issue réside dans les différentes propositions formulées par les partis de gauche et l'action commune de ceux-ci à partir de l'alliance réalisée autour du programme commun. Le renforcement de cette alliance a été à l'ordre du jour de la rencontre au sommet du 19 juin. Les décisions qui y ont été prises visent notamment à consolider l'union de la gauche, dont la progression constante, exprimée régulièrement dans les élections partielles, provoque la colère de MM. Chirac et Poniatowski, principaux responsables de la « tension » et de la « véhémence » de la vie politique française par les attaques qu'ils multiplient contre la gauche et ses dirigeants.

« Le Parti socialiste, au cours des dernières semaines, a développé sa propre activité dans plusieurs domaines : entretiens économiques sur les réponses à la crise, rencontre des socialistes de l'Europe du Sud, Conférence sur les départements et territoires d'Outre-Mer, Convention sur l'autogestion, première Conférence sur les régions, campagne de propagande conclue par un grand meeting au Palais des Sports. Il entend dès la rentrée engager de nouvelles actions, notamment en septembre et octobre en direction des entreprises.

« Il mettra tout en œuvre pour que l'ensemble de ces actions contribuent au renforcement et au rayonnement du Parti qui sont indispensables pour assurer la victoire de l'union de la gauche. »

LE BLANC VOIT ROUGE

Répression

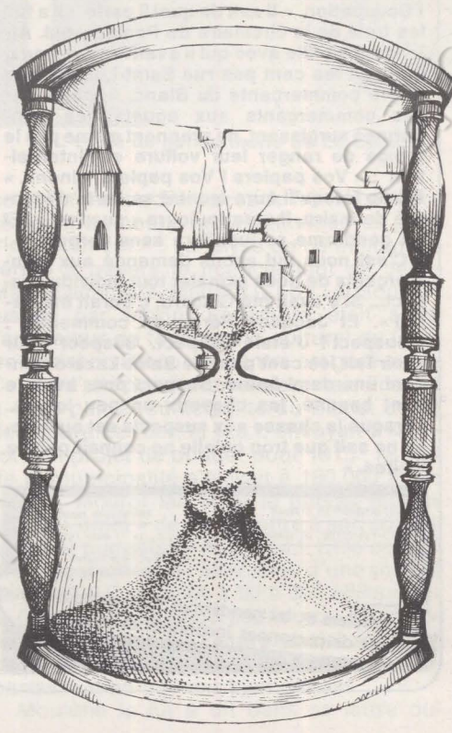
Délations, atteintes à la liberté syndicale, brimades policières, coups de feu sur les militants de gauche... Les habitants de Le Blanc (Indre) en ont assez du climat de « crispation » politique entretenu par le député U.d.r. Jean-Paul Mourot et s'organisent pour rendre coup pour coup.

De notre envoyé spécial.

Guignol, la brave marionnette lyonnaise, aurait du fil à retordre au Blanc : dans cette sous-préfecture de l'Indre de 9 000 âmes, les gendarmes se comptent par centaines ; venus quelques mois à l'école de gendarmerie ou faisant carrière au Centre administratif et technique de la gendarmerie nationale, ils sont partout dans la ville à chaque moment de la vie quotidienne. Les habitants du Blanc ne sont guère plus à l'aise que Guignol. Pas à cause de la « peur du gendarme », à cause de la peur tout court qui règne sur la ville depuis 1968, depuis que Jean-Paul Mourot s'y est installé.

En juin 1968, les « urnes de la trouille » donnent à la majorité sa Chambre introuvable ; dans le bataillon de la majorité de la peur, deux catégories se bousculent : les incapables et les arrivistes. On ne sait trop où classer Mourot : à 29 ans, ce fils de général en retraite se retrouve député U.d.r. du Blanc, avec pour seul programme électoral un dictionnaire de l'anticommunisme. Trois ans plus tard, il s'empare de la mairie ; son bréviaire n'a pas changé. Il ne renouvellera pas son vocabulaire en 1973, où sa campagne atteint les sommets de l'hystérie et de l'incantation quasi hitlérienne. Il s'adresse alors aux « républicains de bonne foi » (sic), qu'il adjure en termes dramatiques : « Vous n'êtes ni des cobayes ni des robots ». Car, pour lui, le programme commun signifie « la suppression des libertés fondamentales ».

On se demande si Mourot est vraiment sérieux...Car, le 5 juin dernier, au cours d'une réunion publique commune organisée par la C.g.t., la C.f.d.t. et le Snes, avec le soutien du P.c.f. et du P.s., la population lui a offert une chronologie assez édifiante de ses sept ans de règne au Blanc, un livre d'or particulier intitulé « Mémorendum des atteintes aux libertés ». Mourot est un de ces jeunes loups qui ont failli hériter d'un secrétariat d'Etat il y a un an ; il fut un des fameux « 43 » à rallier Valéry Giscard d'Estaing dans la foulée de Jacques Chirac entre les deux tours des dernières présidentielles ; il a un vernis de crédibilité, parce qu'il se comporte en assistante sociale de sa circonscription : « Si tu as besoin de quelque chose, tu n'as qu'à le demander à Mourot, il a des copains bien placés ». Il donne le maximum de publicité aux lettres que Chirac lui envoie, comme celle-ci : « Cher ami...J'ai le plaisir de vous informer qu'il m'a été possible de dégager un crédit de subvention hors programme de 150 000 F... » En tant que secrétaire de la commission de la Défense nationale et rapporteur du budget des Armées à l'Assemblée nationale, il a séjourné à Mururoa du 9 au 18 septembre 1974 à l'occasion du « dernier tir atomique de la campagne 1974 » ;ce sont peut-être là des loisirs discutables, mais notre homme en est fier. « A la demande de Jacques Chirac », il a également assuré des missions à Djibouti,



aux Antilles, en Guyane, à la Réunion, en Nouvelle-Calédonie ; relatés dans la presse locale, ces « beaux voyages » n'ont d'autre but que de flatter la panse de l'électorat. « On a quand même de la chance, entend-on parfois dans les bistrots. Notre député est copain comme cochon avec le Chirac ; et puis, il voyage, ça doit être quelqu'un de bien ».

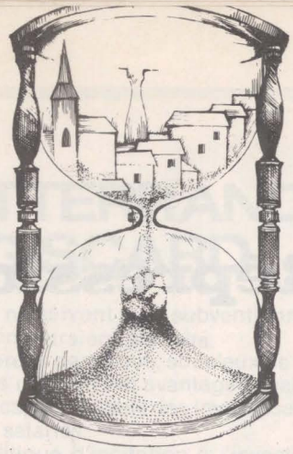
Tous les Blancois ne pensent pas ainsi. Ceux notamment qui savent que les territoires et départements d'outres-mer visités par Mourot sont ceux-là même où la répression gouvernemantale s'en donne à cœur joie. Ceux aussi qui se souviennent des promesses électorales de Mourot (« Vous direz hardiment oui à un avenir de progrès social, de prospérité dans l'indépendance et les libertés ») et qui se retrouvent aujourd'hui chômeurs ou victimes de la répression. Depuis le 5 juin, l'étoile de Mourot pâlit : ses méthodes et ses agissements ont été révélés publiquement. En octobre 1973, Mourot pouvait encore se camoufler derrière les mots : « Défendre et garantir à chacun une totale liberté : liberté de penser, d'entreprendre, d'agir, d'écrire, de vivre et de travailler ». C'est précisément ce qui n'a cessé d'être battu en brèche au Blanc depuis que Mourot y sévit. En septembre 1974, dans une interview accordée à la feuille locale U.d.r. de Mourot, Chirac pronostiquait une hausse des prix de 0,5 % pour juillet 1975 et une hausse totale de 6 % pour l'année 1975. Les Blancois peuvent d'ores et déjà juger que les prédictions de Chirac et Mourot valent encore moins que celles de madame Soleil.

« Le jeune loup a maintenant de nombreuses gamelles à la queue et, malheureusement pour lui, ça risque de faire du bruit. » Sous les propos un peu verts d'un syndicaliste blancois se révèle la réalité : après sept années de terreur subie, les langues se sont déliées.

« Depuis 1968 s'est développé au Blanc un climat malsain, caractérisé par des atteintes aux libertés individuelles, syndicales et politiques de plus en plus fréquentes » : ainsi commence un tract commun des syndicats et des partis de gauche distribué au Blanc, après le meeting du 5 juin, à 3.000 exemplaires, c'est-à-dire dans tous les foyers de la ville. Suivent une série d'exemples dont nous ne retiendrons que les plus significatifs.

Depuis que Mourot est député du Blanc, de nombreux fonctionnaires ont été victimes de pressions diverses. A la base de Rosnay — c'est de là que sont commandés les sous-marins de la Marine nationale française — un technicien était « muté » en 1971 sans l'avoir sollicité : six mois avant il avait été candidat aux municipales sur une liste d'union de la gauche et il avait le tort d'être président de l'association Cornec de parents d'élèves. Un autre employé, membre du P.s., vient d'être déplacé, dans les mêmes conditions. Et il n'y a pas si longtemps, un inspecteur de la Sécurité militaire a été renvoyé à Paris : il « pensait à gauche ». Déplacement forcé aussi pour Coffinet, économe à l'hôpital du Blanc. Le milieu enseignant n'a pas été épargné : en septembre 1968, l'inspecteur primaire Daniau était convoqué au ministère de l'Education nationale après une intervention « d'une personne importante du Blanc » ;

→



et, en 1972, l'instituteur Léandre Boizeau etait dénoncé comme communiste dans une lettre envoyée au recteur d'académie.

Il y a aussi le cas de Pierre Dégé, un cadre du privé : Mourot ayant confié à la société La Lyonnaise des eaux la gestion du service des eaux et de l'éclairage au Blanc, Dégé est nommé directeur du secteur blancois de La Lyonnaise ; quand sa femme, Jeanine Dégé, devient présidente de l'association Cornec, Mourot intervient une première fois auprès de la direction générale de la société et fait convoquer Dégé à Montargis — siège de la direction régionale — où il doit s'expliquer. Un conflit entre Mourot et Dégé à propos d'une création d'emploi sert de prétexte à une nouvelle intervention auprès de la direction générale de La Lyonnaise des eaux. Mourot déclare publiquement qu'il veut « voir, le 1er juillet 1975, le camion de déménagement devant chez Dégé » ; le 1er août prochain, Dégé rejoindra sa nouvelle affectation en Bretagne.

Le lendemain de son élection de 1971, dans un café, Mourot parade et apostrophe tout le monde.A un client, il demande : « Où travaillez-vous ?

— Aux Impôts.

— Ah ! oui, commente Mourot, c'est là qu'il y a une mafia C.g.t. ! »

Cette réflexion donne parfaitement l'atmosphère de l'exercice des droits syndicaux au Blanc. A la C.g.t. et à la C.f.d.t., on l'avoue : « Il est des travailleurs qui adhèrent à nos syndicats à condition de rester anonymes ». L'orateur de la C.f.d.t. au meeting du 5 juin en a expliqué la raison : «Dans plusieurs entreprises du Blanc, dont celle dirigée par Labrux, conseiller municipal de Mourot, les patrons menacent leurs ouvriers de les mettre dehors s'ils se syndiquent ». C'est ainsi qu'aux établissements Garnier (fabrique de meubles), un délégué du personnel C.f.d.t. a été licencié et n'a dû d'être réintégré qu'à l'intervention de l'inspecteur du Travail. Chez Mithiviers,une entreprise de travaux publics qui refait actuellement le pont de Ruffec, à quelques kilomètres de la ville, le patron a menacé un militant C.f.d.t. qui avait alerté l'inspection du Travail sur les horaires extensibles pratiqués (48 à 50 heures par semaine). Dans une école privée, on a agité l'épouvantail du licenciement devant trois agents qui s'étaient mis en grève.

Il y a eu plus grave : le 27 février 1975, un militant C.f.d.t., Jean-Marie Lacambre, distribue des tracts devant chez Blanc-Méca ; ce tract dénonce l'exploitation et les conditions de travail subies par les ouvriers dans l'entreprise. Le sieur Jean-Paul Morin, patron de la boîte, porte plainte pour diffamation contre Jean-Marie Lacambre et se rend au tribunal, le 23 mai, soutenu par une quinzaine de patrons ; craignant d'être débouté — il s'était permis d'argumenter que le tract était « prétendument » C.f.d.t. — il retire sa plainte avant le jugement... mais réitère sa citation en Justice à l'encontre de Lacambre. Et aussi, cette fois, à l'encontre d'André Lamoureux, secrétaire de l'Union de secteur C.f.d.t. Pour ce deuxième procès, le 27 juin dernier, les patrons n'étaient plus que trois, mais les ouvriers une cinquantaine : entretemps, il y avait eu le meeting du 5 juin.

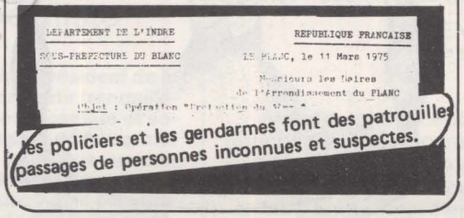
Le jugement sera rendu en septembre prochain. Il a fallu une certaine dose d'inconscience et d'indécence à Morin pour entamer cette deuxième action en Justice. Car n'est-ce pas lui qui, le 30 avril 1975, a tiré sur des militants syndicaux ? Ce jour-là, Lamoureux, pour la C.f.d.t., et André Darfeuille, pour la C.g.t., distribuaient des tracts devant chez Blanc-Méca pour inviter les travailleurs à se réunir le 1er mai. Au moment où ils discutaient avec une dizaine d'ouvriers, Morin surgit en voiture, hurle : « Vous êtes encore en train de distribuer votre torchon ! », en vient aux injures, puis aux menaces. Les militants refusent de répondre et se contentent de s'en aller. Furieux, Morin sort une carabine 22 long rifle de sa voiture et tire en direction des délégués syndicaux. A la gendarmerie, il déclarera benoîtement : «J'ai tiré au-dessus pour leur faire peur » ! Ce n'est d'ailleurs pas le premier coup de feu de l'histoire du Blanc : pendant les présidentielles de 1974, des afficheurs du Parti communiste avaient été menacés de cette façon.

Que l'on sache, Mourot n'a jamais protesté contre de telles méthodes. Pourtant, en 1972, un militant communiste avait reçu six lettres anonymes avec menaces de mort. Et l'escalade s'était poursuivie : en 1973, le candidat socialiste aux législatives, Yves Tournois, avait dû rentrer chez lui protégé par la police ; et le communiste Bonnel, se

Poniatowski appelle à la délation

En mars dernier — le 11, précisément — une lettre du sous-préfet du Blanc, Henri Gouvine, est envoyée à tous les maires des arrondissements de La Châtre et du Blanc. Objet : une certaine « opération protection du troisième âge ». Des « conseils » que les maires doivent répandre parmi la population. Des conseils réunis sous la forme d'un document qui se termine ainsi : « Sachez que de jour et de nuit les policiers font des patrouilles pour assurer votre tranquillité et votre sécurité. Aidez-les en leur signalant les passages de personnes inconnues et suspectes. » Comme appel à la délation on n'a pas fait mieux depuis Pétain. Et qui donc a pris pareille initiative ? Le sous-préfet Gouvine en avoue naïvement et maladroitement l'origine : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a décidé d'entreprendre en faveur des personnes âgées une action de protection spécifique dont le dispositif sera à la fois préventif et répressif ».

Jacques Pérou, maire socialiste de Néons (une petite commune située à une dizaine de kilomètres du Blanc), dénonce cette « collaboration avec la police qui rappelle étrangement certaines méthodes utilisées sous l'Occupation. » Il sait de quoi il parle : il a fait les frais de la circulaire de Poniatowski. Attendant sa fille avec qui il avait rendez-vous, il faisait les cent pas rue Saint-Lazare, une artère commerçante du Blanc. Appelés par des commerçants aux aguets, les gendarmes surgissent, ne prennent même pas le temps de ranger leur voiture et l'interpellent : « Vos papiers ! Vos papiers, sinon... » Même lorsqu'il aura montré sa carte d'identité de maire, il sera toujours « suspect ». Et un gendarme se justifiera sans vergogne : « C'est nous qui avons demandé aux commerçants de nous signaler tout individu suspect... Si c'avait été Giscard, ç'aurait été pareil ». Et Jacques Pérou de commenter : « Suspect ! J'étais suspect. Suspect pour avoir fait les cent pas rue Saint-Lazare pendant une demi-heure. Suspect pour avoir le teint basané, les cheveux un peu longs... Lorsque la chasse aux suspects est ouverte, on ne sait que trop qu'elle ne connaît pas de limites. »


DEPARTEMENT DE L'INDRE — REPUBLIQUE FRANCAISE

SOUS-PREFECTURE DU BLANC — LE BLANC, le 11 Mars 1975

Messieurs les Maires de l'Arrondissement du BLANC

Objet : Opération "Protection du 3ème âge"

les policiers et les gendarmes font des patrouilles
passages de personnes inconnues et suspectes.

Lyon — Qui arme les tueurs ?

De notre correspondant

Trois heures du matin, le 3 juin, montée de l'Observance, à Lyon : au pied d'un immeuble cossu, dans un quartier riche qui s'étire sur les pentes de Fourvière, le juge François Renaud est abattu par quatre tueurs. L'affaire commence comme un roman de Georges Simenon, elle pourrait se poursuivre en forme de roman de politique-fiction. Et pourtant !...Lyon, depuis trois semaines, était agitée par le mouvement que les prostituées avaient lancé. Le soutien qu'elles avaient rencontré auprès de la population et même auprès du Parquet n'avait pas plu au ministre de l'Intérieur. Un écho de « la Lettre de l'Expansion » du 30 juin en faisait état. Michel Poniatowski, agacé par le Syndicat de la magistrature, souhaitait faire tomber dans un piège l'un de ses adhérents, juge lyonnais turbulent, pour jeter le discrédit sur cette association. Il comptait beaucoup sur les aveux d'Ulla.

Pour tous les Lyonnais avertis, il n'était pas douteux que le ministère de l'Intérieur avait l'oeil ouvert sur le juge Renaud. Ce magistrat intègre aimait la vie et brûlait la chandelle par les deux bouts, il fréquentait les restaurants à la mode et les bars chics. Il s'était créé un personnage qui le portait à provoquer : ainsi n'hésitait-il pas à se rendre au Palais vêtu d'une houppelande à carreaux et d'un pantalon de velours groseille. Il conduisait les interrogatoires davantage en « super-policier » qu'en magistrat rassis. Rien n'était classique dans son personnage. Depuis ses combats dans la Résistance jusqu'à ses amitiés politiques, il était fidèle à ses compagnons de la clandestinité, les Jarrot, les Charret.

Mais sa vie privée n'entama jamais ses exigences professionnelles. Renaud était un juge sans tendresse. Comme la plupart des adhérents du Syndicat de la magistrature, il était persuadé que la grande criminalité, trop souvent intouchable, avait pour moteur l'argent. La délinquance financière, à ses yeux, prenait le pas sur la délinquance criminelle. Ainsi sortirent l'affaire des « Ecuries du roi », l'affaire du commissaire Tonnot, puis celle des fausses factures. Mais deux dossiers tenaient particulièrement à cœur au juge Renaud : l'affaire Marin-Laflèche, fort complexe à cause de ses imbrications financières et des rela-



Jean-Paul Mourot et André Bord.



L'école de gendarmerie de Le Blanc.

sachant lui aussi « attendu », avait dû appeler des camarades en renfort pour regagner son domicile. Les coups de feu n'ont été que l'aboutissement logique de cette progression dans la violence.

L'attitude « réservée » de Mourot s'explique : n'a-t-il pas aussi pratiqué le chantage et la menace ? Aux élections municipales de 1971, il s'en est pris au Dr Louis Moulène, candidat radical de gauche sur la liste opposée à la sienne. La méthode n'est guère jolie : Mourot est intervenu auprès d'un des fils de Moulène, un ophtalmologiste, pour lui expliquer que si son père ne retirait pas sa candidature il se faisait fort, lui Mourot, de faire installer un autre ophtalmologiste au Blanc. Le même type de chantage a été employé en 1973 et Moulène a tenu cette fois à lui répondre par une lettre ouverte qui se terminait ainsi : « Vous restez pour les électeurs un homme aux abois, s'accrochant désespérément à une bonne place inespérée ».

« Mourot n'est pas assez courageux pour combattre ses adversaires de front. Il préfère se servir de coups bas et éliminer les gens indirectement » : l'analyse de ce militant se vérifie à travers le licenciement de Jean-Marie Lacambre. Militant C.f.d.t., attaqué en justice par Morin, Lacambre était aussi l'animateur du foyer socio-culturel du Centre social du Blanc. Ce centre est géré par la Caisse d'allocations familiales, mais financé à 40 % par la municipalité du Blanc. Le 21 décembre dernier, la C.a.f. envoyait à Mourot son projet de budget pour 1975 : la part de la municipalité s'élevait à 180.000 F. En janvier, Mourot fait voter le budget municipal : il « omet » de transmettre à son conseil le projet budgétaire de la C.a.f. Et le conseil municipal entérine l'allocation d'une somme de 140 000 F. Acculée à faire des économies, la C.a.f., à la demande de Mourot, décide de fermer le foyer du Centre social et de se passer de son animateur. Voilà Mourot débarrassé d'un militant bien gênant.

Moulène le lui a dit dans sa lettre ouverte : « Quant à vos réalisations, aux emplois promis aux usines, c'est néant et roupie de sansonnet. » Pendant la période électorale, en effet, des bruits étranges courent affirmant que « Mourot, qui est bien placé, a des contacts avec de nombreux industriels ». Mourot une fois élu, plus personne n'entend parler des prétendues implantations. La dernière promesse électorale de Mourot s'appelait Poitou-Polyester : un bâtiment a été construit et des machines ont été installées ; mais, au lendemain des élections de 1973, comme par enchantement, les machines sont reparties à Chauvigny. Depuis cette époque, un certain nombre d'entreprises ont licencié une partie de leur personnel, ou même ont fermé leurs portes, comme Artfil qui employait 40 personnes et a envoyé des lettres de licenciement à ses employés la veille de Noël 1974. Il y a actuellement plus de 200 demandeurs d'emploi au Blanc. Contrairement aux promesses électorales de Mou-

→

tions du « petit prince » de l'hôtellerie lyonnaise avec toute la bourgeoisie ; l'affaire du hold-up de Strasbourg, dossier resté longtemps vide bien que les soupçons du magistrat se portassent sur le patron du grand banditisme lyonnais, Jean Augé, dit « Petit Jeannot » abattu le 14 juin 1973, à la sortie du « Sporting Lyon-Plage », dans des conditions que rappelle étrangement l'exécution du juge Renaud. Le démantèlement du « gang des Lyonnais », le 20 décembre 1974, offrait au juge Renaud un dossier supplémentaire qu'il rapprocha de celui des grands hold-up de Strasbourg, Mulhouse et Chambéry.

Les chefs de la bande, Pierre Bourrat et Edmond Vidal, qui furent, aux côtés de Nicolas Calamanos, l'élégant patron de boîte de nuit actuellement réfugié en Grèce, les lieutenants d'Augé, ont-ils parlé ?

Renaud savait que, dans toutes les « grandes affaires », on retrouvait toujours les mêmes milieux politiques. Ribbe, frère du trésorier de l'U.d.r., ayant été mêlé à celle des fausses factures et Charret, ancien député U.d.r. dans l'affaire Tonnot, Augé et quelques autres barbouzes, membres du Sac, ayant travaillé avec le Pouvoir dans la répression anti-O.a.s. au cours de la guerre d'Algérie. Yves Marin-Laflèche n'était-il pas, lui aussi, un des bailleurs de fonds du parti gaulliste ? Et l'on peut s'interroger encore sur les protections dont avait bénéficié le conseiller financier de Marin-Laflèche, Gérard Calvy pour ne pas purger une précédente condamnation à un an de prison.

Le juge Renaud avait laissé récemment entendre que deux des inculpés de l'affaire Marin-Laflèche allaient se retrouver prochainement à la barre des Assises.

Les menaces de mort pleuvaient sur le bureau du magistrat : en mai 1973, les révoltés de la prison Saint-Paul le conspuaient et, récemment, dans un tract, la section lyonnaise du Comité d'action des prisonniers le mettait violemment en cause à la suite de la condamnation à dix ans de réclusion criminelle de deux garçons, Michel Bajard et Daniel Boirond, qui avaient arraché la sacoche d'un encaisseur. Le juge vivait donc dans un climat de rancœur ; il se savait menacé, mais il restait lucide. Dans le privé, il dénonçait violemment les compromissions de certains milieux politiques avec le grand banditisme. « Le shérif », surnom qu'on lui donnait dans le milieu judiciaire, rêvait d'une Justice plus exigeante pour les grands criminels et plus clémente pour les petits.

Renaud abattu, les dossiers demeurent. Mais, comme nous l'expliquait un magistrat de ses amis, la compréhension d'un dossier, la manière de l'analyser, d'articuler les différents faits entre eux, disparaissent Ogier, son successeur, aura bien des difficultés à retrouver l'intime conviction de son prédécesseur.

Reste à savoir si le juge Renaud n'a pas été victime d'un chantage et si on ne lui avait pas mis, par personne interposée, le marché en main : renoncer à poursuivre ses enquêtes, ou... C'était mal connaître le courage de François Renaud. Le « shérif » ne céda pas. Il a été abattu. Il en savait trop long.

ROBERT BUTHEAU

LE S.P.D. Socialistes EST MAL INFORMÉ

Au cours de son exposé devant le Comité directeur du Parti socialiste, samedi dernier, François Mitterrand a évoqué le « durcissement » du Parti social-démocrate allemand (S.p.d.) à l'égard du P.s. français et de ses choix stratégiques en faveur de l'union de la gauche.

Les divergences d'appréciation entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands ne sont pas nouvelles et, en dépit des bonnes relations personnelles qui existent entre François Mitterrand et Willy Brandt, elles se sont exprimées à plusieurs reprises au cours des dernières années, notamment en 1973 à l'occasion de la présence d'un représentant du S.p.d. au congrès de l'U.d.r. Le durcissement constaté aujourd'hui semble lié à la rencontre de Latche, qui avait réuni les 23 et 24 mai les leaders des partis socialistes de l'Europe du Sud.

Plusieurs observateurs avaient noté qu'au cours du même week-end une autre rencontre avait réuni à Vienne Willy Brandt, Bruno Kreisky et Olof Palme. Certains y avaient aussitôt vu une riposte à la réunion de Latche de la part de dirigeants sociaux-démocrates hostiles à toute idée d'alliance avec des communistes. Pour sa part, dans les colonnes de notre journal (voir « l'Unité » du 20 juin, n° 163), Olof Palme a démenti que tel ait été son état d'esprit, en précisant qu'à son avis les rapports entre partis socialistes et communistes devaient être « évalués d'après les conditions de chaque pays » et que leur coopération pouvait parfaitement être envisagée « dans les pays où les partis communistes bénéficient de l'appui d'une part importante de la classe ouvrière ».

Telle ne paraît pas être la position du S.p.d., si l'on en croit le discours prononcé à Bruxelles le 22 mai dernier — la veille même de la rencontre de Latche — par Bruno Friedrich, membre du Comité directeur du S.p.d., porte-parole pour la politique étrangère du groupe social-démocrate du Budenstag et proche collaborateur du chancelier Helmut Schmidt, dont il semble, en la matière, exprimer les vues.

Selon le résumé de ce discours distribué par le service de presse du S.p.d., Friedrich, après avoir évoqué la situation au Portugal et en Espagne, « a critiqué vivement l'affirmation récente de François Mitterrand, secrétaire général du Parti socialiste français, selon lequel l'Europe actuelle est celle des fonctionnaires et des marchands, mais non celle des travailleurs. Ce n'est pas en reprenant sans cesse cette antienne qu'on en prouvera le bien-fondé. Mitterrand parle d'ailleurs pour 20 % des électeurs français, mais non pour les électeurs allemands. L'orateur a demandé si le socialisme consiste vraiment à se fixer l'objectif le plus ambitieux ou au contraire à rechercher le maximum de justice pour l'homme. A cet égard, la Communauté européenne, notamment dans les Etats d'Europe à gouvernements conservateurs, a fait, selon lui, davantage pour les travailleurs que le mouvement ouvrier qui, quelles qu'en soient les raisons, ne peut rassembler une majorité politique ni par conséquent gouverner. »

Dans un autre passage, et toujours d'après le résumé officiel, Friedrich « a critiqué à nouveau le modèle de l'union de la gauche proposé par Mitterrand comme prototype pour l'Europe méditerranéenne. Mitterrand s'est trompé, a-t-il déclaré, car les socialistes ont prouvé au Portugal qu'il était possible, à partir d'une situation révolutionnaire, de devenir, dans la confrontation avec le Parti communiste, le parti majoritaire. Cette expérience suffit à faire perdre au modèle français sa valeur de prototype et le ramène à un cas particulier ».

Ce discours, passé sur le moment assez inaperçu en France, ne l'avait pas été en Allemagne et dans les rangs du S.p.d. lui-même, puisque le magazine «S.k. » (« Sozialistische Korrespondenz ») qu'animent les jeunes du S.p.d., et qui a d'ailleurs pris pour emblème le poing et la rose, répliquait dès le 2 juin assez vertement à Friedrich en soulignant que celui-ci n'hésitait pas à réduire de 49 % à 20 % les suffrages recueillis par l'union de la gauche en France sur le nom de Mitterrand. Et « S.k. » ajoutait ce commentaire :

« La différenciation entre les partis de l'Internationale socialiste augmente et il est clair que celle-ci ne peut plus être utilisée comme instrument du S.p.d. pour diriger les partis les plus faibles. Les forces progressistes du mouvement social-démocrate estiment qu'il ne faut pas tomber dans une fausse solidarité et soutenir n'importe qui. La solidarité doit se manifester avec les forces des partis socialistes qui représentent des positions progressistes ou qui dirigent déjà leurs partis. »

Quelques jours plus tard, répondant précisément à une lettre que lui avait adressée le directeur du magazine « S.k. » pour lui demander ce qu'il pensait des attaques de Friedrich, Robert Pontillon, secrétaire national du P.s. chargé des relations internationales, soulignant que le porte-parole du S.p.d. aurait pu effectivement se demander où est l'Europe des travailleurs, ajoutait :

« Pour ce qui est de la rencontre des leaders des partis socialistes d'Europe du Sud, ou bien M. Friedrich est mal informé, ou bien il n'a pas compris le sens de cette rencontre. Ce qui, dans les deux cas, est grave pour le S.p.d., compte tenu des responsabilités qu'il exerce au sein de ce parti.

« Il ne s'est aucunement agi pour nous de proposer un modèle. Nous sommes conscients que chaque pays assurera la transition au socialisme par une voie qui lui est propre. Mais il faut tenir compte des réalités. L'Europe du Sud se caractérise par la division du monde ouvrier en deux courants : le courant socialiste et le courant communiste. Jouer l'opposition entre ces deux courants a toujours été le souci majeur de la droite dans les pays européens, et ce, au détriment des intérêts des travailleurs. Il nous est donc apparu très important de nous réunir pour confronter la situation du mouvement ouvrier dans chaque pays et avoir un échange très ouvert sur la stratégie de chaque parti socialiste. Ce genre de concertation est normal entre partis et nous n'avons jamais songé à protester lorsque les partis sociaux-démocrates de Scandinavie se réunissent entre eux ou lorsqu'ils se rencontrent avec le S.p.d. ou le S.p.ö.

« A partir de là, on peut s'interroger sur la réaction de M. Friedrich. Il enfourche avec beaucoup d'aisance le vieux cheval de bataille du conservatisme contre le mouvement ouvrier. Et il semble craindre que la social-démocratie ne soit plus le seul modèle qui s'impose à l'Europe tout entière. »

Le même jour, dans une lettre adressée au secrétaire international du S.p.d., Robert Pontillon s'étonnait des attaques lancées par Friedrich et élevait « une vive protestation contre cette pratique qui ne peut que nuire aux bons rapports, par ailleurs nécessaires, entre nos deux partis. »

Les choses en sont là. Quel que soit le prochain épisode, elles montrent au moins à quel point est éloignée de la réalité la thèse souvent avancée, notamment par le Parti communiste français, suivant laquelle le S.p.d. aurait coutume de dicter ses directives au Parti socialiste français, ce qui aurait été le cas notamment — « l'Humanité » l'a écrit à plusieurs reprises — lors du passage de Brandt à Paris il y a quelques mois.

A noter que l'organe du P.c.f. a été beaucoup plus discret (six lignes en petits caractères) sur l'accueil chaleureux que le même Brandt vient de recevoir à Moscou, où Leonid Brejnev s'est déplacé personnellement pour l'accueillir à l'aéroport de Cheremetievo, marque de faveur réservée habituellement aux chefs d'Etat ou aux dirigeants des partis frères.

A. V.

→

rot, la liberté de vivre et de travailler n'y existe pas pour chacun.

Quant à la liberté d'agir et de penser, on a vu comment elle était piétinée. Par exemple la liberté d'expression : elle n'existe plus. Mourot a fait interdire l'affichage « sauvage » en ville, mais il n'a fait installer nulle part le moindre panneau d'affichage légal. La programmation d'un ciné-club ne l'agréant pas, Mourot l'a chassé de la salle de la mairie où avaient lieu habituellement les séances. Pour le 19 juillet prochain, Mourot a fait refuser la salle des fêtes du Blanc au club de théâtre du foyer socio-culturel. Pour ce faire, il a lu un très court extrait de la pièce devant ses conseillers : le mot sexe y était prononcé, alors...

Toutes ces violations de la liberté ne vont pas sans un certain climat anti jeunes. Trois exemples suffiront. Il n'y a guère, un jeune sifflotait « l'Internationale » dans un café ; des gendarmes entrèrent et lui demandèrent ses papiers en le priant de « ne pas faire le malin ». Un autre jour, lors d'une manifestation sportive (du ping-pong), des jeunes portaient une banderole devant la mairie : une banderole de soutien à leur club ; ils eurent également droit à une vérification d'identité et un gendarme ne se gêna pas pour dire à l'un d'eux : « Tu as une gueule qui ne me revient pas ». Enfin, lors d'un festival organisé à Sauzelles par le foyer socio-culturel du Blanc, les jeunes furent systématiquement pris à partie par les gendarmes.

Pendant sept ans, la population du Blanc, apeurée, n'a eu de cesse de parer les coups de ces atteintes à la liberté. Mais la coupe a débordé. Dans l'unité, la gauche et les syndicats ont réagi. Mourot a maintenant en face de lui des forces compactes qui annoncent pour la rentrée prochaine la création d'un Comité de vigilance. En l'espèce, les militants du Blanc n'ont fait que percer à jour une certaine « crispation » politique — ne doutons pas que le président de la République en sera ravi.

Louis Moulène, dans sa lettre ouverte, décrivait ainsi Mourot : « Vous me faites penser à ces hannetons que les élèves lâchent dans une salle de classe à leur grande joie et à la consternation du maître ; ils se jettent partout, sur les plafonds, sur les murs, sur les carreaux et ils bourdonnent, et ils bourdonnent... » Depuis le 5 juin dernier, Mourot ne bourdonne même plus. Il se tait.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Congrès du S.n.i.
OPTION UNITAIRE

De notre envoyé spécial

Quand l'union de la gauche prend froid, le Syndicat national des instituteurs à la fièvre. On n'a pas failli à cette tradition à Saint-Etienne, où s'est tenu, le week-end dernier, le congrès bisannuel de cette organisation.

L'amplification des problèmes internes de la gauche tient à deux éléments. Le premier, rappelons-le, c'est que la Fédération de l'Education nationale, où le S.n.i. représente 35 % des mandats, est le seul syndicat à avoir refusé, en 1948, de choisir entre C.g.t. et F.o., devenant ainsi autonome. Du coup, les courants ailleurs dispersés du syndicalisme y cohabitent, cristallisés en tendances dont la pente quasi naturelle est de se constituer en fractions. Au S.n.i., à côté de trois tendances « gauchistes » et fort minoritaires, deux mastodontes : la majorité Unité, indépendance et démocratie (U.i.d.), où se retrouvent de très nombreux militants socialistes et qui cultive des thèmes voisins du socialisme d'hier et d'aujourd'hui ; la minorité Unité et action, où se reconnaissent tous les militants communistes et, localement, une partie des socialistes. Entre les deux tendances, les oppositions sont anciennes, constantes et vigoureuses. Il n'avait pas fallu moins que le grand courant populaire réuni il y a un an autour de François Mitterrand pour que cette situation laisse place, pour quelques mois, à un méfiant et vigilant dégel. L'évolution de la gauche a fait le reste et le compagnonnage est redevenu plutôt rude au sein du S.n.i.

Et ce d'autant plus qu'intervient le second élément : la proximité du congrès de la Fen, qui aura lieu en février 1976. Car si la majorité U.i.d. tient fermement en main le syndicat des instituteurs — son activité, au bilan non négligeable (1), a été approuvée par 55,7 % des mandats contre 54,96 % il y a deux ans — sa situation à la Fen, qu'elle dirige aussi, est plus précaire. Raison de plus pour les minoritaires de redoubler leurs attaques. Si U.i.d. perd sa majorité absolue, l'heure des groupes-charnières sonnera, ou celle d'une grande coalition.

D'où l'enjeu, d'autant plus considérable que la Fen se trouve pratiquement au centre d'un énorme appareil mutualiste, dont le plus beau fleuron est la M.g.e.n. (mutuelle médicale). Il s'agissait de marquer des points. Non pas pour faire basculer le congrès — les votes y sont quasiment acquis d'avance, ce qui donne aux débats un caractère souvent monotone et parfois fastidieux. Mais pour faire provision d'arguments de choc en vue des futures discussions. Chaque tendance expose sa ligne, critique celle des autres et s'efforce de produire raisonnements ou documents, arguments ou arguties de nature à mettre les autres en difficulté.

Jeu gratuit ? Sûrement pas. Au-delà du caractère souvent formel des débats, étaient en cause les modalités et les thèmes de l'action syndicale à la rentrée et, plus fondamentalement, la conception du syndicat et du syndicalisme.

Sur la rentrée, deux opinions se sont principalement affrontées. Aux militants Unité et action qui proposaient un calendrier extrêmement précis (avec campagne de presse, manifestations, puis grèves tournantes), mais sur des thèmes propres aux instituteurs et aux professeurs de collège et se résumant en définitive à la création de postes, les majoritaires ont répliqué qu'il serait assez vain, vu la conjoncture, de prétendre aujourd'hui définir ce qu'il sera possible de faire à la rentrée. Aussi la majorité a-t-elle rappelé son opposition absolue à la loi Haby et nullement exclu des actions spécifiques — en maternelle, par exemple, le S.n.i. recommandera à ses adhérents d'inscrire tous les élèves au-delà du 35e sur une liste d'attente — pas plus qu'elle n'a rejeté des actions sur des revendications propres à l'Education nationale, si possible en liaison avec les autres syndicats de la Fen ; mais elle a aussi préconisé que l'on « donne priorité absolue aux actions globales avec l'ensemble des organisations de la classe ouvrière » (motion corporative approuvée par 53,1 % des mandats, contre 54,2 % en 1973). Une option unitaire est ainsi prise ; elle renvoie la balle dans le camp des confédérations (C.g.t. et C.f.d.t.) qui avaient accusé la Fen (et donc le S.n.i.) de briser l'unité syndicale en signant les accords salariaux de la fonction publique au mois de février.

Plus efficaces

Les revendications proprement « Education nationale » avancées par la majorité du S.n.i. témoignent, au demeurant, d'une grande cohérence. On sait que le S.n.i. s'est déclaré partisan d'une « école fondamentale » couvrant l'enseignement préélémentaire et l'intégralité de l'actuelle scolarité obligatoire, et assurée par des maîtres de même niveau de formation et rémunération. Les revendications catégorielles présentées vont dans le sens de cette progressive unification ; elles se doublent d'une demande de tassement (vers le haut) de l'éventail hiérarchique.

Mais, une fois de plus, le principal débat s'est situé sur la conception même du syndicalisme. Sur les termes, sans doute, tout le monde se met-il d'accord : un syndicat de masse résolument engagé dans la lutte des classes, entièrement indépendant, aujourd'hui comme demain, de toute organisation politique et de tout appareil d'Etat. Mais cette similitude de vocabulaire recouvre de profonds clivages.

Ils s'expriment, au S.n.i., depuis 1972, sur l'attitude à adopter face au programme commun. La minorité est partisane d'un soutien effectif du syndicat à ce programme qui, de fait, reprend l'essentiel de ses revendications. Pour André Ouliac, secrétaire général du S.n.i., il n'en est pas question. Non qu'il désapprouve ce texte. Mais, a-t-il déclaré dans son rapport moral, « pour le mouvement syndical, soutenir un programme de gouvernement ou participer à son élaboration conduit inéluctablement à participer à son application. Dès lors, le risque devient très grand de voir se développer, puis se figer une association permanente (...) entre partis et syndicats ». Or, selon la déclaration pour l'unité syndicale adoptée par le congrès, « le syndicat doit pouvoir demeurer force de contestation, de contrôle et d'anticipation en toutes circonstances ». De plus, selon la majorité, un syndicat de masse — et le S.n.i. qui, avec ses 313 000 adhérents, rassemble quelque 85 % des salariés de son secteur, est une des rares organisations françaises à pouvoir prétendre à ce qualificatif — ne peut que regrouper tous les courants, ce qui impose l'existence de tendances. « Il vaut mieux, mes camarades, observait Ouliac, que nos débats de tendances, si âpres soient-ils, aient lieu dans la même salle, plutôt que d'assister à des monologues parallèles dans trois ou quatre salles, dans trois ou quatre villes de France ! »

C'est sur cette base que la majorité du congrès a été amenée à prendre une importante initiative en donnant « mission au Bureau national de susciter la discussion avec les organisations qui constituent le mouvement syndical authentique » et en suggérant « de tenir un colloque sur l'unité en vue de poursuivre la patiente marche vers la réunification du mouvement syndical ».

Dans l'immédiat, en harmonisant progressivement ses règlements intérieurs départementaux, le S.n.i. entend se donner les moyens d'une efficacité meilleure. Mais au-delà, il facilite sans doute une certaine refonte du lourd appareil de la Fen, propre à donner à celle-ci la dimension et les structures d'une grande centrale syndicale, davantage susceptible d'expansion.

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Création supplémentaire de 6 900 postes en vue d'entamer la titularisation des actuels remplaçants, promesse de résorption totale de l'auxiliariat...



OCCASIONS TOUTES MARQUES GARANTIE O.R.
Au cœur du 15ème
107, rue de l'Abbé-Groult
Ets QUELLET
Concession RENAULT
Metro : Convention
Tel. 532.71.20

marché national de l'occasion
RENAULT

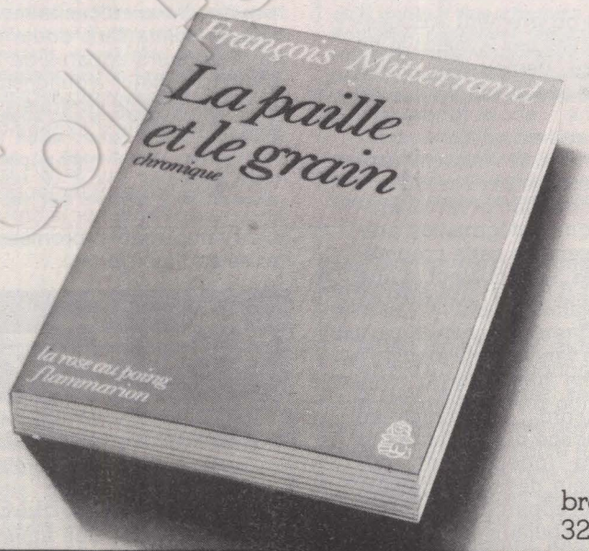
FRANÇOIS MITTERRAND

LA PAILLE ET LE GRAIN.



UN SUCCES CET HIVER, UN BEST SELLER CET ETE

Tout est sujet à réflexion, la paille comme le grain.



broché EF FLAMMARION
320 pages 32 F

FLAMMARION.

Synergie, K&E

Nouvelle réunion « non-stop » de l'Assemblée générale du M.f.a., création d'une « Assemblée nationale populaire » destinée à assurer une liaison directe entre le peuple et l'armée en court-circuitant les partis politiques de la coalition gouvernementale, renforcement de la position du Premier ministre Vasco Gonçalves, soutenu par le Parti communiste, tels étaient mercredi les derniers rebondissements de la situation politique portugaise. Rebondissements qui ne manqueront pas d'engendrer de nouvelles tensions, même s'il est dangereux d'invoquer la crise à tout propos.

Avant le 28 septembre, comme avant le 11 mars, la presse portugaise et internationale avait été utilisée abondamment pour préparer l'opinion publique à un affrontement. C'est ce que la commission d'enquête sur le 11 mars appelle « l'offensive psychologique réactionnaire ». La manœuvre est simple. A force d'invoquer la crise, on la justifie, on prépare le terrain à toute tentative faite pour « ramener le calme », pour « assurer l'application du programme du Mouvement des forces armées ». Un point significatif de toute l'agitation entretenue autour du Portugal dans les dernières semaines est l'influence négative de cette agitation sur le tourisme. Plus on parle de crise, moins nombreux seront ceux qui auront envie d'aller passer leurs vacances sur les bords du Tage.

Il est clair que la situation au Portugal est très tendue. Il est manifeste qu'elle le demeurera, entrecoupée d'accalmies, jusqu'à une clarification véritable du rapport de forces entre les différentes composantes du Pouvoir. Mais il est important, face à toutes ces nouvelles, de savoir à la fois qu'elles peuvent être vraies et que, pourtant, elles ne contribuent le plus souvent qu'à une agitation politique réactionnaire. Cela est d'autant plus grave que la droite ne désarme pas.

Dans la première semaine de juin, quatre bombes ont éclaté à Lisbonne contre des objectifs liés directement au tourisme (un hôtel, une compagnie d'aviation...). Elles avaient été précédées d'une attaque menée sur le sol français contre un car de touristes se rendant au Portugal. Les forces de l'ordre attribuent la paternité de ces actions à l'E.I.p. (Armée de libération du Portugal) dont l'organisation avait été annoncée en avril dernier par le commandant de la région militaire du Nord, le général Eurico Corvacho, membre du Conseil supérieur de la Révolution.

« L'objectif final de l'E.I.p. est l'instauration d'un ordre politique qui respecte les principes fondamentaux de l'ordre naturel », lit-on sur l'un des documents saisis. Dans la stratégie à suivre, on note plusieurs points, dont « l'organisation des forces saines du pays » et « la recherche de la rupture entre les forces du 25 Avril ». Les documents présentés par le général Corvacho font état, en outre, d'une rigoureuse organisation clandestine, de type très militarisé. Rien n'y manque, même pas certains éléments du code et les pseudonymes « absolument obligatoires pour tout le monde ».

La base d'où opère l'E.I.p. serait l'Espagne et plus précisément Badajoz, près de la frontière portugaise. Une enquête faite par un journaliste du « Manifesto » de Lisbonne prouve que de très curieuses réunions ont lieu dans l'un des hôtels de la ville où se retrouvent des voitures immatriculées au Portugal et des Mercedes appartenant à d'anciens éléments de la Pide réfugiés en Espagne. Le reporter a découvert que les terrains jouxtant la frontière entre les deux pays se vendaient maintenant à prix d'or.

Portugal

LES "MONSTRES FROIDS" A L'AFFUT

Dernier point intéressant concernant l'E.l.p., deux membres identifiés comme « Morgan » et « Castor » sont liés l'un à la C.i.a. et l'autre à l'ex-O.a.s. La Pide jouait un rôle essentiel dans l'Internationale barbouze. Il ne fait aucun doute que les éléments qui la composaient reçoivent aujourd'hui un soutien concret de différentes polices occidentales.

L'E.l.p. n'est pourtant que l'un des pions de l'offensive réactionnaire contre le Portugal. Peut-être aujourd'hui le moins important. L'offensive essentielle se joue, bien sûr, sur le terrain économique.

Dès les premiers jours de mai 1974, les capitalistes portugais créaient les bases d'une désorganisation économique susceptible de leur profiter à plus ou moins long terme. Ainsi, l'U.t.i.c., usine d'assemblages de pièces pour autobus, appartenait à une sorte de coopérative d'entreprises de transport en commun. Immédiatement après la prise du pouvoir par le M.f.a., les associés ont cessé tout achat, laissant l'usine avec un stock de près d'un milliard d'anciens francs. L'objectif était la mise au chômage de 2 400 ouvriers et la fermeture de l'usine. Or, une telle fermeture aurait eu pour conséquence la paralysie rapide de 80 % des transports en commun portugais, qui s'approvisionnent à l'U.t.i.c. en pièces détachées.

Avec les jeunes C.d.s.

« Nous avions tiré les conséquences de la grève des transporteurs du Chili, affirment les travailleurs. Et nous ne sommes pas tombés dans le panneau de la grève que nous tendait la droite. L'usine n'a pas cessé le travail. Nous avons, en outre, bénéficié d'un soutien financier de l'Etat. L'offensive lancée contre l'U.t.i.c. au niveau national a repris au niveau international après le 11 mars. La British Leyland avait, peu après cette date, adressé un télégramme disant que l'envoi des pièces était suspendu pour quinze jours jusqu'à « éclaircissement de la situation politique ».

L'i.t.t., après avoir, quelque temps avant le coup d'Etat, refusé d'honorer un contrat portant une augmentation de 2 800 à 4 000 escudos, s'est offerte généreusement à augmenter le salaire minimal de ses ouvriers et ouvrières à 10 000 escudos quelques semaines après le 25 avril. Cette offensive, reprise par le métro et par différentes usines, avait pour objectif de casser les petites entreprises incapables de suivre le rythme.

Le Portugal a toujours tiré une part significative de ses revenus de l'envoi d'argent par les travailleurs étrangers, ainsi que du tourisme. Il est, de plus, extrêmement dépendant du capital multinational, à qui il servait de relais — notamment dans l'exploitation des colonies. Sur ces trois secteurs, l'action internationale est d'une facilité extrême. Campagne d'intoxication, arrêt d'envois de fournitures ou cessation de marchés sont des éléments connus. Il faut y ajouter un fait nouveau : le gouvernement français s'apprêterait, en effet, à donner l'autorisation aux banquiers portugais sortis du pays depuis le 11 mars de créer une nouvelle banque à Paris chargée de recueillir l'argent des travailleurs immigrés...

La contre-révolution n'avance pas seulement masquée : elle se livre en plein jour à un travail politique de sape. S'appuyant sur les difficultés économiques, sur les tensions sociales, sur les difficultés d'adaptation au changement, elle essaie tout à la fois de se gagner des clients — dans le Nord, notamment, ou par l'intermédiaire de l'Eglise — de neutraliser certains groupes sociaux, notamment dans le secteur tertiaire — il faut noter l'exode, qui commence à être significatif, de cadres supérieurs vers l'Europe, les Etats-Unis ou le Brésil — et de diviser la gauche et le M.f.a. en utilisant du mieux qu'elle peut les divergences normales dans un processus de transformations révolutionnaires. Le Centre démocratique et social (C.d.s.), dont le secrétaire général est un ancien assistant de Caetano, est le support le plus connu de cette offensive politique. Il n'est pas le seul. Ici, d'ailleurs, la boucle se referme puisqu'on vient de découvrir dans le Nord des cellules terroristes auxquelles participeraient des membres des Jeunesses de ce parti. C.d.s. et E.l.p. « marchent, en apparence, séparément mais frappent dans la même direction ».

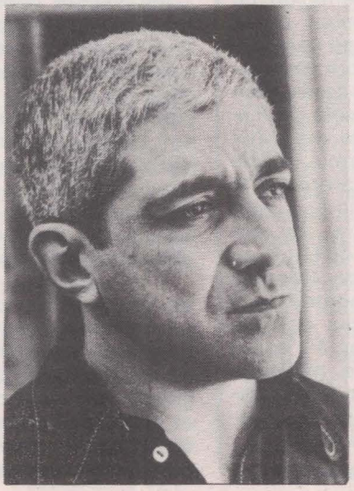


Prise dans un restaurant de Salamanque, cette photo réunissait quelques dirigeants de l'E.l.p., dont « Castor » et « Morgan », arrêtés depuis.

Il était difficile de donner, avant septembre 1973, des preuves tangibles de l'ensemble de la campagne de « déstabilisation » du régime d'Allende. C'est encore le cas au Portugal. Mais tout permet d'affirmer qu'une telle opération est bien en cours. Les officiels du Département d'Etat « regrettent » que l'exemple chilien ait sensibilisé l'opinion publique mondiale et ne leur laisse pas les mains aussi libres que par le passé. Mais Henry Kissinger ne cesse de répéter que la situation au Portugal ne peut pas durer.

Cette offensive réactionnaire souffre, encore aujourd'hui, d'une faiblesse essentielle : la majorité de la population reste favorable aux idées de changement avancées par le gouvernement, le M.f.a. et les partis de gauche. Elle a voté récemment en majorité pour des transformations socialisantes. Il faudra encore plusieurs mois de crise pour changer ce rapport de forces. De plus, la droite a en face d'elle des militaires prévenus, qu'il sera difficile de surprendre. Ils sont d'autant moins disposés à « se laisser enfermer les premiers dans le Campo Pequeno » qu'ils savent fort bien qu'il y va de leur tête.

MAURICE FABIEN



Otello Saraiva de Carvalho.



Vitor Alvez, Vasco Gonçalves et Melo Antunes.



changer la vie politique

TOUJOURS A L'ECOUTE

« Le Canard enchaîné » a publié mercredi une nouvelle preuve que les écoutes téléphoniques continuent. Et que Michel Poniatowski avait menti lorsqu'à l'Assemblée nationale il avait déclaré qu'aucune écoute n'était faite à l'encontre de journalistes, d'hommes politiques ou de syndicalistes. Après les révélations de « l'Unité » sur les activités du centre de Boullay-les-Troux, cette affaire est bien ennuyeuse pour notre ministre de l'Intérieur.

En fait, « le Canard enchaîné » a publié le fac similé d'un télégramme échangé le 28 octobre dernier entre l'antenne de la C.i.a. à Paris et son siège à Washington. Les informations que contient ce télégramme qui porte sur un article que « le Canard enchaîné » devait publier deux jours après ne peuvent avoir été obtenues que par une écoute téléphonique — la meilleure preuve en est que ce texte fait mention d'éléments qui n'ont pas été utilisés dans l'article, mais seulement transmis par téléphone. Cette écoute, les policiers de Michel Poniatowski l'avaient généreusement transmise à leurs collègues de la C.i.a. Une sorte d'Internationale des barbouzes et des plombiers ?

UNE EPOQUE REVOLUE

Il ne semble pas que les difficultés qui ont surgi il y a plusieurs semaines déjà dans la préparation de la Conférence des 28 partis communistes d'Europe aient été aplanies. Le projet de document élaboré par le Parti est-allemand se heurterait toujours, en effet, à l'opposition des Roumains, des Yougoslaves, des Espagnols et des Italiens, qui le jugent trop « contraignant » dans la mesure où il vise, en fait, à réaffirmer la suprématie du Parti communiste d'Union soviétique.

La position des communistes italiens vient d'être réaffirmée avec éclat par Enrico Berlinguer dans une très intéressante interview au magazine américain « Time », où il souligne avec insistance que les rapports entre partis communistes doivent être fondés sur une totale autonomie et que le temps est définitivement révolu où la primauté du P.c.u.s. était reconnue par tous.

Même s'ils sont essentiellement destinés à l'opinion américaine, ces propos de Berlinguer témoignent de la volonté du P.c.i. de tirer le plus grand bénéfice possible du succès remporté aux récentes élections administratives. Première conséquence de ce succès : le Parti socialiste italien se détourne un peu plus de la coalition centre-gauche et s'affirme prêt à s'allier aux communistes là où les deux partis disposent désormais ensemble — c'est le cas, par exemple, à Venise — de la majorité des sièges.

LE RAPPORT MARCHAIS

Si l'on peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles le Parti communiste a jugé utile de publier aujourd'hui, en annexe à un livre d'Etienne Fajon, le rapport de Georges Marchais du 29 juin 1972 resté secret jusqu'ici, le contenu de ce document n'appelle guère d'autres remarques que celle faite par François Mitterrand lors de sa conférence de presse de mardi. Il est un fait que, depuis le congrès d'Epinay en juin 1971, le Parti communiste a commis plusieurs erreurs dans son analyse du comportement du Parti socialiste. Accusant constamment celui-ci de n'être pas sincère dans ses engagements ou de vouloir rompre l'union de la gauche le P.c.f. n'a pu convaincre personne — et pour cause — du bien-fondé de ses griefs. Bien au contraire, la fermeté du P.s. dans l'application de ses choix stratégiques lui a permis, depuis la signature du programme commun, d'améliorer son image et d'accroître son audience. Si l'objectif du P.c.f., en publiant le texte de Georges Marchais, est de montrer qu'il n'avait pas attendu octobre 1974 pour exprimer à l'égard des socialistes une méfiance toujours aussi infondée, il risque tout simplement de commettre une nouvelle erreur.

EDGAR FAURE ET « LE FIGARO »

Au sujet d'un passage de notre article de la semaine dernière « La résistible ascension de Robert Hersant », Jacques Fauvet, directeur du « Monde », nous adresse la mise au point suivante :

« A la suite de la publication d'un extrait de « l'Unité » selon lequel « quelqu'un a téléphoné à la direction du « Monde » pour suggérer — en vain — que ce journal ne publie pas un article du président de la société des rédacteurs du « Figaro » et que « ce quelqu'un, c'était Edgar Faure », je vous prie d'indiquer qu'il n'en a rien été. Que ni M. Edgar Faure, ni aucun de ses collaborateurs n'a jamais téléphoné à la direction du « Monde » pour demander de ne pas publier l'article de M. Périer-Daville ».

JEAN DANIEL ET LA C.G.T.

Intervenant dans la polémique entre Georges Séguy et Jean Daniel à propos de l'affaire « Republica », le Bureau confédéral de la C.g.t. a cru devoir publier un communiqué, reproduit dans « l'Humanité », dans lequel il met en cause l'honnêteté intellectuelle du directeur de la rédaction du « Nouvel Observateur ». Celui-ci répond en posant trois simples questions :

« 1 — Est-il **malhonnête** de soutenir sur le Portugal la même thèse que les dirigeants des Partis communistes italien et espagnol, et que les dirigeants de la C.f.d.t. française et du Parti socialiste français ? Encore avons-nous formulé cette thèse en termes souvent plus modérés que certains des dirigeants précités. Notamment en ce qui concerne la conférence de presse de Georges Séguy du 5 mai.

« 2 — Est-il **malhonnête** de poser, à propos du syndicat du Livre et du cumul des mandats (entre secrétaire d'un parti et secrétaire d'une centrale syndicale), les mêmes questions que posent les dirigeants de la C.f.d.t. et notamment Edmond Maire ?

« 3 — Bref, est-il **malhonnête** d'être en désaccord avec vous ? Et si vous accusez de malhonnêteté ceux qui sont en désaccord, ne vous condamnez-vous pas à ne dialoguer qu'avec vous-mêmes, c'est-à-dire à monologuer ? »

DONT ACTE

Dans sa chronique de « l'Unité » daté du 25 avril, François Mitterrand avait évoqué la nomination de M. Ladislas Poniatowski, fils du ministre, à un poste important à R.t.l. L'intéressé lui ayant écrit qu'il s'agissait là de « ragots d'une feuille mal informée », François Mitterrand lui a adressé la réponse suivante :

« Trop de pressions exercées par le gouvernement sur les grands moyens audiovisuels contraignent l'opposition à se montrer vigilante.

Mais puisque vous m'écrivez vous-même « qu'il n'a jamais été question, de près ou de loin » de votre nomination auprès du directeur général de R.t.l., je n'ai aucune raison de douter de votre parole. Je considère donc comme une obligation morale de rectifier cette information. Je le ferai sans tarder. »

LIQUIDATION A LA CARTE

Depuis le 2 juillet, les 200 salariés d'Hélio-Cachan, à Chilly-Mazarin, occupent leur entreprise. Là encore, la direction a attendu l'approche des vacances pour annoncer le dépôt de bilan de l'entreprise. Mieux : à la veille de la nomina-



Argentine

LE SPECTRE DE LA GUERRE CIVILE

« Le moment de prendre le fusil est désormais arrivé... Le destin de la nation est en jeu, ainsi que notre cosmovision chrétienne du monde et de l'homme. » C'est un militaire argentin qui tenait ces propos voilà quelques semaines. Pas n'importe lequel, puisqu'il est directeur de l'Ecole militaire de son pays. En Argentine, la C.g.t. est enfin obligée d'attaquer, Isabelle danse une fois de plus — sur la corde raide, cette fois — pendant que les militaires attendent leur heure.

Un an après la mort de Peron, le divorce est grand entre les bases ouvrières du justicialisme et la direction du Frejuli (Front justicialiste de libération). « La bureaucratie syndicale constituait l'arme fondamentale du péronisme », nous rappelait récemment notre correspondant à Buenos-Aires. Mais il notait aussitôt que, « prisonnière d'intérêts économiques, mêlée aux réseaux du Pouvoir, elle monopolise les décisions dans la lutte de la classe ouvrière et se charge de mettre un frein au développement de la conscience de classe des travailleurs. Le schéma de concertation entre capitalistes et salariés est viable dans la mesure où les prétentions salariales des travailleurs sont satisfaites sur la base du minimum vital. Mais l'actuelle crise économique de l'Argentine pousse les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière à remettre en question les accords passés par la bureaucratie syndicale avec le pouvoir. La faim bouscule la domination idéologique. »

La rapidité avec laquelle la crise ouverte par la grève générale de lundi s'est réglée montre bien que la direction syndicale ne s'était engagée dans l'affrontement que sur la pointe des pieds. La fascination du chef et l'ambiguïté de son populisme n'étant plus, les ouvriers argentins vont plus facilement de l'avant. Le récent conflit de Villa Constitution, qui pendant plusieurs semaines a mobilisé les ouvriers des usines d'une même ville, montre que la volonté de combat progresse. Il faut dire que, dans un pays où l'inflation dépasse les 100 %, la lutte pour l'augmentation salariale est rapidement une question de vie ou de mort.

Mais le conflit n'est pas seulement économique. La seconde revendication avancée par la C.g.t. était la démission de Lopez Rega, ministre du Bien-être social et secrétaire personnel de la Présidente. Un Raspoutine de bas étage qui fait tourner les tables et craint les esprits maléfiques de la terre. En cédant sur la revendication salariale (une augmentation de 100 %) et en refusant la démission de son confident, Isabelita ne règle rien. Elle contribue, au contraire, à faire l'union de ses adversaires contre un homme haï de tous.

La nomination à la mi-mai d'un chef d'état-major de l'armée qui lui était dévoué, Alberto Numa Laplane, était alors apparue comme une victoire de Lopez Rega. Elle semble insuffisante aujourd'hui à endiguer le mécontentement croissant au sein des forces armées. Constamment obligés d'intervenir contre les ouvriers en grève ou contre les révolutionnaires armés, les militaires se plaignent de n'être pas suffisamment soutenus par le Pouvoir politique.

L'armée sera bientôt tentée de s'entendre directement avec la C.g.t. par-dessus les incapables dirigeants actuels du justicialisme. Une ère terrible s'annoncerait alors pour les travailleurs, dans un pays qui sombre chaque jour un peu plus dans la guerre civile, et la privation des libertés. Notre confrère Edouard Bailby, qui s'est retrouvé en prison pendant plusieurs jours simplement pour avoir fait son travail de journaliste, en a eu un avant-goût. Mais on peut craindre qu'il ne soit pas le dernier...

tion d'un syndic, alors que les travailleurs n'avaient pas encore voté l'occupation de l'usine, le P.d.g. a profité d'un week-end pour détourner une quantité de documents essentiels pour la marche de l'entreprise !

Pourtant, la société Hélio-Cachan n'avait pas cessé de s'agrandir depuis 30 ans. On estime même qu'elle fournit 80 % du marché de la carte postale. Pour la section socialiste de Chilly-Mazarin, une explication commence à se faire jour. « Ancien avocat âgé de 74 ans, explique François Lamoureux, secrétaire adjoint de cette section, le patron a opté pour la solution de facilité : Il a choisi de restructurer une plus petite entreprise qu'il possède à Pussay (Essonne) au détriment de Chilly-Mazarin, pour y faire exécuter avec un profit maximal le même genre de travail par des ouvriers moins nombreux et moins payés. »

Pour faire face à cette liquidation de leur entreprise, les travailleurs, soutenus par la C.g.t., ont donc décidé, à l'arrivée de leur lettre de licenciement, d'occuper l'usine et de défendre leur emploi.

« Hélio-Cachan peut et doit vivre. » C'est sur ce thème que le Parti socialiste a proposé le 4 juillet, aux organisations, de gauche et aux syndicats un comité de soutien. Son principal objectif : tenir en échec le patronat, qui compte sur les vacances pour émousser la combativité des travailleurs.

SYNDICATS NON ASSURÉS

Répression syndicale à la Providence, une compagnie d'assurances contre les accidents et les incendies dont le siège est rue de la Victoire à Paris.

A la Providence, tout a commencé le 9 avril dernier. Ce jour-là, les délégués distribuent un tract. Deux délégués syndicaux reçoivent alors un avertissement. Motif : la distribution a eu lieu dans les services.

La répression s'accroît avec la création d'une section de cadres C.f.d.t. Conformément aux accords en vigueur dans l'entreprise, la C.f.d.t. désigne son représentant cadre comme délégué syndical et comme représentant au C.e. La direction conteste ce second mandat, le juge d'instance du 9e arrondissement tranche en faveur de la C.f.d.t., mais c'est un fait sans précédent : jamais, jusqu'à présent, la Providence n'avait assigné en justice un délégué syndical.

Parallèlement, la direction exige la réduction du nombre des délégués syndicaux, prétextant une réduction d'effectifs impossible à vérifier et au mépris des droits acquis. Cette fois, elle ne porte pas l'affaire devant les tribunaux, mais elle multiplie les pressions sur les délégués. Les syndicats de la Providence (C.g.t. et C.f.d.t.), soutenus par le G.s.e., ne sont pas décidés à se laisser faire. Ils constatent par ailleurs la dégradation constante du climat : « Depuis plus d'un an, disent-ils, les problèmes importants ne peuvent être réglés sans l'intervention de l'inspecteur du travail. »

L'assurance est un secteur relativement épargné jusqu'à présent. Mais la situation se dégrade : on compte à l'heure actuelle une quinzaine de compagnies d'assurances où les délégués syndicaux sont victimes de mesures répressives.

APARTHEID DANS LE BERRY

Tsiganes

De notre envoyée spéciale

« Jésus revient », « Jésus t'aime ». Ces quelques mots, ces idées simples, pour ne pas dire simplistes, ponctuent les prêches sur un fond sonore de musique tsigane et de cantiques. 2 000 caravanes, 7 à 10 000 Tsiganes se sont rassemblés du 2 au 6 juillet dans une propriété berrichonne de 35 hectares, les Thourys, située sur la commune d'Ennordres, dans le Cher. Au pays d'Alain-Fournier, cela aurait pu ressembler à la fête étrange du « Grand Meaulnes », mais c'était plutôt un vaste terrain de caravaning. Assez mal tenu : peu de points d'eau, pas de sanitaires ou presque. La Mission tsigane évangélique de France, qui s'apparente à l'Eglise pentecôtiste, très en vogue outre-Atlantique, avait mené les choses rondement. Le 26 mai, elle achetait la propriété des Thourys et, un mois plus tard, les premières caravanes arrivaient pour la « Première convention mondiale tsigane ».

La population et la municipalité d'Ennordres, 309 habitants, n'en sont pas encore revenues. Habituées à recevoir les fines gâchettes du week-end, venus de Bourges, de Vierzon ou de Paris, elle vit aujourd'hui le cauchemar de l'invasion. Devant les Gitans, voleurs de poules et — qui sait ? — voleurs d'enfants, certains habitants ont préféré pratiquer la tactique de la terre brûlée : les voilà arrachant tous les légumes du jardin et verrouillant clapiers et poulaillers ! Pourtant, deux plaintes seulement ont été déposées en mairie, où un cahier avait été spécialement ouvert à cet effet : des chevaux ont brouté le gazon d'un jardin d'agrément, des enfants ont grimpé sur un bigarottier et en ont chapardé les fruits. En ce qui concerne les autres méfaits gitans — mais rien d'officiel dans ces cas-là — les langues vont bon train au village : des faisans auraient été tués dans une volière par des chiens, gitans eux-aussi, et les enfants, gitans bien sûr, voleraient tout ce qui leur tombe sous la main.

Aussi Ennordres a-t-elle fermé ses volets, bouclé ses portes. Des deux cafés-restaurants du village, l'un a fermé purement et simplement. Le boulanger, lui, ne peut pas les voir, ces bohémiens : « D'abord, ce ne sont pas des gens comme nous ! » Il ne fait aucun effort pour cuire plus de pains ou de croissants. Quant à la boulangère, elle vit dans les transes, elle compte, décompte et recompte ses tablettes de chocolat et ses carambars. J'ai cependant rencontré un commerçant heureux : Emile, l'épicier-marchand de tabac, qui tient aussi l'unique poste d'essence du village. Non seulement il sert tous les Gitans qui viennent chez lui, mais il a loué un camion et est monté jusqu'aux Thourys pour leur vendre sa marchandise : «Ça marche et ils paient rubis sur ongle ! » Son épouse l'épicière est fatiguée — « On se lève à quatre heures et on ne se couche pas avant onze heures le soir, on pourrait pas tenir longtemps comme ça » — mais épanouie. Ce couple a décidément le sens de la collaboration : un Gitan est là en permanence qui fait régner l'ordre dans la boutique.



Dans les rues du petit bourg d'Ennordres (Cher).

Chez Roger Gaston, café-hôtel-restaurant, on n'est pas mécontent non plus, même si on a dû fermer le restaurant : « On n'y suffisait plus ! » On a fait provision de bière et le vin blanc coule à flots. « Ils payent. Et qu'est-ce qu'on peut leur reprocher ? Nous aussi, on aime bien la bouteille ! » Mais la municipalité — son maire, le sire de Pommereau en tête — s'inquiète. Une réunion de tous les premiers magistrats des communes avoisinantes s'est tenue le 27 juin. Une motion a été votée, dans laquelle les élus « regrettent que le maire et le conseil municipal d'Ennordres n'aient pas été tenus informés de la vente à caractère exceptionnel de la propriété des Thourys » et « demandent qu'un arrêté soit pris au plus vite interdisant le colportage ou le porte-à-porte qui prend des proportions inconsidérées », et « une affectation de gendarmes plus importante à La Chapelle-d'Angillon. » On s'attendait donc au pire. Les gendarmes sont arrivés. Bonhommes ils regardent avec ébahissement le carrousel des voitures entre les Thourys, le village et les bourgs voisins. On attendait l'incident. Il n'est pas venu. Le maire comme les gendarmes rendent hommage, c'est bien le seul, au service d'ordre organisé par les Gitans eux-mêmes.

Mais les élus n'ont pas désarmé et les maires des cantons du Cher-nord se sont réunis samedi dernier, Jean Boinvilliers, député U.d.r. de la circonscription et ancien directeur de « la Nation », à leur tête. Ils ont constitué un comité de défense dont le but avoué est de chasser les Gitans du pays. Cette région à vocation agricole, forestière et touristique — le cheikh Zayed vient d'acheter le château de Brinon, à 20 km d'Ennordres — ne peut se permettre de recevoir une fois par an tant de Tsiganes. L'infrastructure a bon dos ; la grande question, c'est « le standing ». Aussi les élus « demandent avec insistance que le problème du regroupement des Gitans soit étudié et réglé à l'échelon national afin qu'un lieu de rassemblement organisé puisse être trouvé, sur le territoire de la France. » Pourquoi pas le Larzac, par exemple ?

Quant à de Pommereau, il en fait une question de sécurité et de tranquillité publique, d'écologie aussi. Agriculteur, il vient de faire construire une porcherie et sait de quoi il parle : « Mes pauv'cochons polluent moins qu'eux ! » Si une cinquantaine de familles tsiganes s'installaient là en permanence, il demanderait qu'une école soit construite pour leurs enfants à proximité des Thourys, mais il n'est pas question — d'ailleurs, l'école d'Ennordres est trop petite — que les petits Gitans s'assoient sur les mêmes bancs que les petits Berrichons. C'est l'apartheid au cœur de la France.

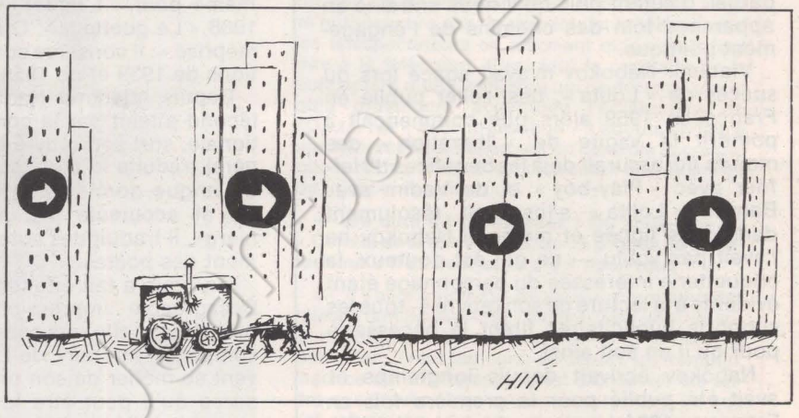
Miracle à Lisieux

Et tout ça parce qu'il y a 25 ans s'est produit un miracle. C'était à Lisieux. « Un jour, j'arrive sur le marché, raconte la Gitane Marie-Jeanne Duvil. Je venais de la basilique, où j'avais acheté une grande broche de sainte Thérèse. Et, sur le marché, j'ai vu un homme qui vendait des livres. Je l'y avais déjà vu plusieurs fois et je me suis approchée de lui. Que vendez-vous, monsieur ? — Sœur, c'est la Bible. Cette broche que vous avez sur vous, c'est sainte Thérèse. Elle a vécu, elle est morte. Retirez donc ça ! Voici un prospectus et allez au 28, rue du Camp-Franc. Là on vous parlera de Jésus, qui est vivant et qui guérit les malades ! ...» A quelque temps de là, le fils de Marie-Jeanne étant tombé gravement malade, elle se souvint du prospectus qu'elle avait conservé et alla à l'adresse indiquée. Elle était tombée chez les pentecôtistes, qui vinrent à l'hôpital où le





Baptême collectif sous le chapiteau.



jeune homme se trouvait. Ils pratiquèrent une imposition des mains, prièrent et le jeune homme guérit. C'en était assez pour que la nouvelle se répandît chez tous les gens du voyage. C'est alors qu'intervient, à Brest, le pasteur Clément Le Cossec, aujourd'hui « coordinateur international de la Mission tsigane évangélique de France ». Son Eglise comptait jusque-là peu d'adeptes. Devant cette arrivée de Tsiganes, il prend les choses en main et décide de les évangéliser.

Il y réussit fort bien, puisqu'ils sont aujourd'hui 15 000 à « avoir rencontré Jésus » sur 100 000 Tsiganes, en France ; et 210 prédicateurs, tous Tsiganes, et choisis parmi les familles les plus influentes de ce peuple. Les Tsiganes d'Espagne, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique, à leur tour, rencontrent Jésus. Le Cossec envoie ses hommes dans tous les pays du monde, y compris dans les pays socialistes. Il convient, d'ailleurs, que là-bas on a fait beaucoup au plan social et au plan de l'éducation pour ces Tsiganes qui voyagent toujours et qu'aucun régime n'est parvenu à sédentariser.

A Ennordres, il est exagéré de prétendre que les Tsiganes sont venus du monde entier : les pays de l'Est, Yougoslavie exceptée, n'ont pas donné de visa, mais on en rencontre arrivés de Finlande, des Phillipines, des Etats-Unis... Et, bien sûr, de toute l'Europe occidentale.

Roms et Manouches

Pour ce peuple, dans sa grande majorité illettré et tout à fait achristianisé, il fallait des idées simples, des mots simples et Le Cossec, nouveau Billy Graham, a su les trouver. « Amen », « Alleluïa » répond la foule qui assiste aux prêches sous le grand chapiteau de 3 000 à 5 000 places. Et le milieu s'évangélise lui-même : chaque année, « l'école biblique » forme en deux mois de nouveaux prédicateurs.

Dans l'immense camp des Thourys et dans ses alentours, les caravanes de luxe côtoient les roulottes hippomobiles. Mais le feu de bois sur lequel on prépare le repas est le même. Le linge sèche sur des cordes tendues entre les arbres. Les hommes, souvent coiffés d'un chapeau, chemises voyantes et dents en or, discutent entre eux, se promènent, s'invitent de caravane à caravane. Les femmes travaillent, portent l'eau, cassent du bois, cuisinent et lavent. Les jeunes filles se promènent, par deux, par trois, jamais seules. Elles portent avec noblesse des vêtements aux couleurs criardes, elles dévisagent volontiers les garçons. On flirte, mais en groupe. A minuit, le service d'ordre du camp ramassera les jeunes filles qui se seraient égarées ou qui risqueraient de s'égarer dans les fourrés en galante compagnie et les reconduira chez elles. Les enfants, sales et pieds nus ou propres, jouent autour des caravanes. On les rencontre aussi dans les rues du village, se baignant dans la Sauldre, ou remontant vers les Thourys, une bouteille, un pain à la main. Ils sont volontiers moqueurs à l'égard des quelques « gadjis » (les non-Tsiganes) qui se sont aventurés jusqu'au camp.

Dans l'apparent désordre des Thourys, les Tsiganes se sont regroupés par affinités de métier. Il y a le quartier des vendeurs de chaises, des marchands forains, des ramoneurs, des brocanteurs. Ils se sont aussi réunis par tribus : les Roms, cette « race des seigneurs » du peuple tsigane, étameurs, chaudronniers mais aussi ferrailleurs, se sont même installés hors de la propriété ou, s'ils sont dans le camp, c'est sur l'« emplacement réservé aux Roms ». Les hommes sont facilement reconnaissables à leur haute stature, les femmes portent toutes la longue jupe large et bariolée. Ils se mêlent peu aux autres et assistent rarement aux prêches sous le chapiteau. Entre eux, ils ne parlent que la langue tsigane (proche du sanscrit) et ont conservé pratiquement intactes leurs coutumes tribales. L'homme est le maître ; la femme, sous une apparente effronterie, lui est entièrement soumise. Gitans d'hier, qui se déplacent encore en roulotte à cheval, les vanniers, rempailleurs de chaises et mendiants à l'occasion, sont apparemment les plus pauvres : ces Manouches tournent toute l'année dans une même région, en groupe de quatre ou cinq roulottes : la famille élargie. Eux aussi se mêlent peu aux autres et sont sans doute les seuls à avoir conservé la véritable tradition des gens du voyage.

Le dernier jour de cette convention, les « gadjis » de la région sont enfin montés, attirés par le spectaculaire des baptêmes par immersion et par le feu de camp. Attirés irrésistiblement. Mais ils ne sont toujours pas prêts à recevoir les Tsiganes chez eux. Certes, il n'y a plus d'Hitler pour les envoyer en camps d'extermination. Mais trop souvent encore on les confine dans des camps dits de stationnement, qui ne sont bien souvent que les décharges publiques. Français, mais pas à part entière — n'ayant pas de résidence fixe, ils ne votent pas — les Tsiganes font pourtant sans rechigner leur service militaire et paient leurs impôts : un tribut à César pour avoir la paix. Et la liberté de voyager, malgré les incessants contrôles policiers.

Les Tsiganes d'Ennordres, comme ceux des Saintes-Maries-de-la-Mer ou de Lourdes — les mêmes bien souvent — étaient venus surtout pour se retrouver, être ensemble en un lieu où leur nombre leur permettait de braver l'hostilité aux couleurs de racisme et de xénophobie des sédentaires. « Quel est votre métier ? — Je suis voleur », répond le Rom que j'interroge. Ici, il relève le gant.

EMMANUELE PLAS

DOMMAGE QU'IL SOIT UNE PUTAIN

Livres

Un sournois livre pour les vacances. On peut en choisir un, alors que juillet le magnanime lance déjà sur les routes le nomadisme des citadins. Choix bien entendu strictement subjectif, contestable, partial, d'autant plus qu'il nous entraîne en apparence loin des chemins de l'engagement politique.

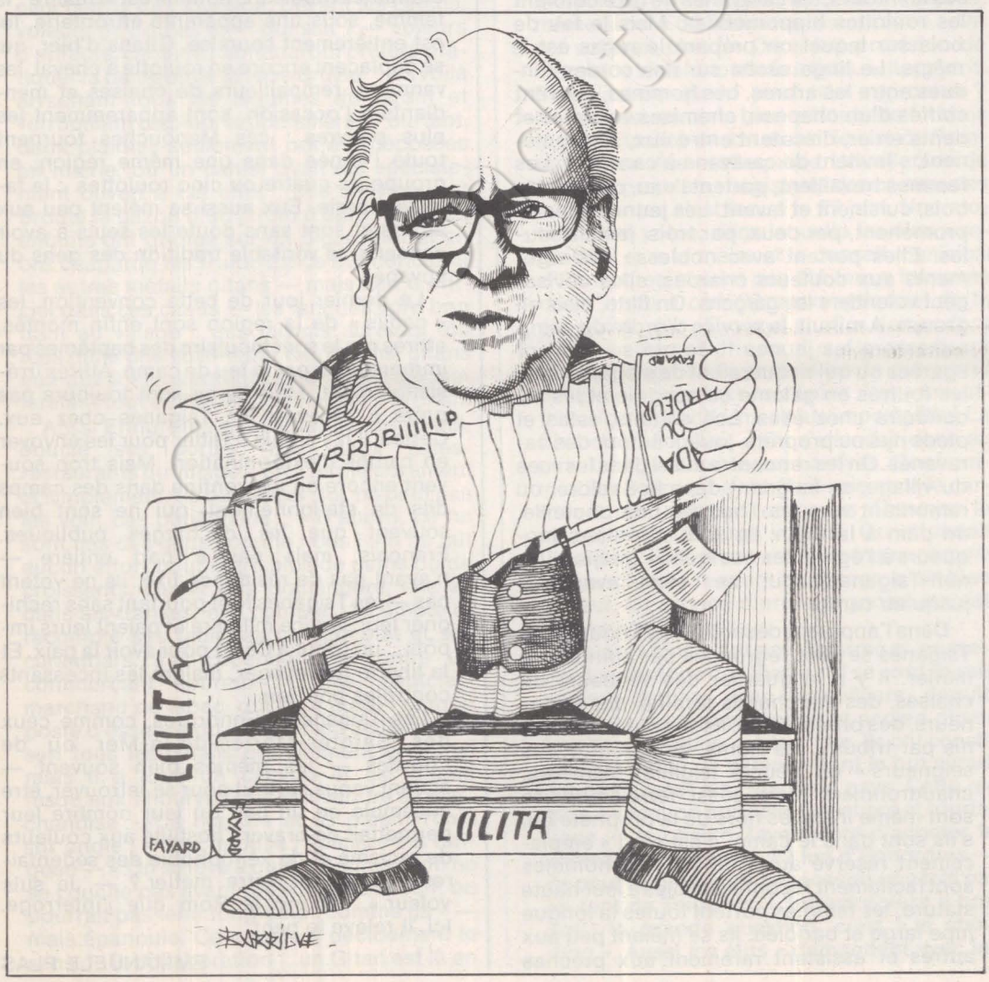
Vladimir Nabokov m'avait agacé lors du succès de « Lolita », best-seller publié en France en 1959 alors que commençait à poindre la vague de « libération » des mœurs qui assurait déjà les bénéfices d'Hefner avec « Play-boy » et de Vadim avec Bardot. « Lolita » s'inscrivait résolument dans cette lignée et même si Nabokov ne l'avait pas voulu — ce qui est douteux, la coquetterie intéressée du personnage étant évidente à la lecture de son œuvre — tous les supports publicitaires firent le nécessaire pour qu'il en soit ainsi.

Nabokov écrivait depuis longtemps et avait été publié pour la première fois en France en 1934. Lancement sans lendemain. « Lolita » le remet en selle et c'est la ruée : les éditeurs s'empressent de faire reparaître les œuvres laissées dans les tiroirs ou oubliées dans les réserves. « Chambre obscure », paru pour la première fois en France en 1934, ressort en 1959. « La course du feu » (1934) reparaît en 1964 avec un nouveau titre : « La défense Lougine ». Il en est de même pour « L'aguet » (1935), devenu en 1968 « Le guetteur ». Quant au roman « La méprise », il conserve son titre entre les éditions de 1939 et de 1959.

Depuis, Vladimir Nabokov, écrivain fort fécond atteint par la consécration internationale, sort son œuvre bisannuelle, en général traduite le plus tôt possible dans notre langue, donne des articles et des nouvelles et accumule les droits d'auteur. En marge, il traduit des auteurs russes, notamment des poètes.

On nous a fait attendre six ans « Ada » ! Désagréable impression : selon l'auteur lui-même, « elle sera considérée comme une compagne littéraire de Lolita ». Il faut souvent se méfier de son premier mouvement, parce qu'il peut être le bon. L'avoir suivi m'aurait évité une révision qui, par définition, est toujours déchirante. Ada est peut être une sœur de Lolita, ce qui constitue sans doute une bonne motivation de vente, en particulier auprès des quinquagénaires d'aujourd'hui — à quand la reprise du film sur les Champs-Elysées ? La télévision, qui l'avait programmé il y a quelques mois, en a montré l'innocence en face des productions cinématographiques actuelles : un Fra Angelico ou un primitif flamand, en somme. Mais la comparaison n'a aucun intérêt. Disons tout net que l'histoire d'Ada — sans jeu de mots — on s'en fiche. Cette jeune personne couche à 11 ans avec son demi-frère Ivan et cette coucherie amoureuse durera, apparemment, jusqu'à l'approche de l'état de centenaire. Entre-temps, selon un procédé bien connu, cet amour sera sans cesse contrarié par la vie, les préjugés et le hasard. Le tout est d'ailleurs fort chastement écrit ou décrit et l'érotisme, si tant est qu'on veuille en trouver, est au moins au sixième degré.

On ne trouvera pas non plus son bonheur dans la psychologie des personnages. La plupart sont des pantins, outrageusement ou grossièrement typés, à l'exception peut-être de la « touchante » Lucette, sœur d'Ada et rêvant elle aussi de partager les faveurs de son demi-frère — en vain d'ailleurs, ce dernier paraissant estimer que l'inceste polygamique est amoral. Il est vrai que le suicide à 25 ans de cette Lucinda-Lucette peut dévoyer le jugement d'une âme coupable de sensiblerie, ce qui a pu être le cas de la mienne arrivée à la 300e des 490 pages de cette « chronique familiale », puisque tel est le sous-titre explicatif donné par Nabokov.



Délire et pirouettes

Alors, pourquoi lire une œuvre sans personnages, sans histoire, sans « héros » et, de surcroît, putassière au point de faire appel à un douteux succès d'auteur pour garantir sa vente ? Parce que « Ada » est peut-être une des dernières grandes œuvres de délire surréaliste que nous puissions trouver. Oui, d'accord, d'un surréalisme qui fera mourir de honte les anciens combattants du mouvement. Souvent d'un surréalisme à la Dali : m'as-tu-vu, goguenard et méprisant, sauf pour l'argent qui n'a que l'âge des artères de celui qui le consomme. Mais, également et plus encore, quelles trouvailles ! Quelle écriture ! Quelles pirouettes dans l'espace et dans le temps, dans le langage et dans les langues, dans l'image et dans l'imagerie !

Le charme est de ne savoir jamais où l'on est, de perdre pied constamment, de vivre sur plusieurs plans, celui d'une chronologie formelle commencée en 1870 et poursuivie jusqu'à nos jours, celui d'une évolution bloquée et débloquée dans le même temps, bousculant et mêlant les progrès techniques et les découvertes du XXe siècle, trichant avec l'Histoire et la géographie — il y a même de la drôlerie dans cette Amérique russifiée

Claude Otzenberger : "Pour une télévision qui dérange"

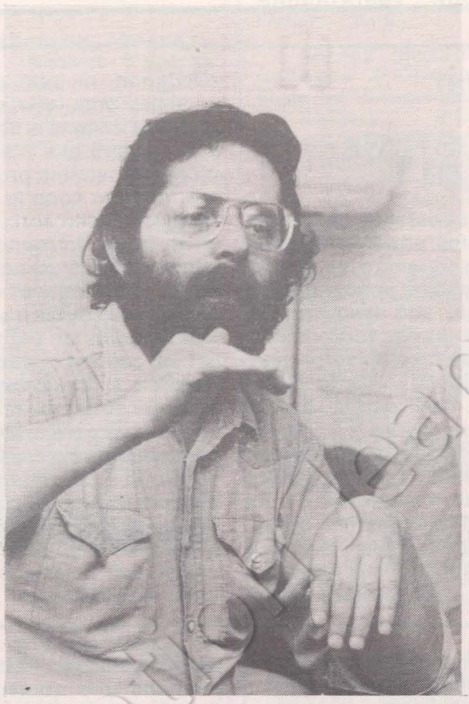
Hitler, Staline, Massu, Pinochet, même combat... A partir d'une évocation de la déportation, l'émission du cinéaste-réalisateur de télévision Claude Otzenberger « Un convoi de la mort », que présentait mercredi la première chaîne, n'a pas seulement ému ceux qui l'ont regardée : elle les a « dérangés ». En les faisant s'interroger non seulement sur le phénomène nazi, mais aussi sur celui, plus général, du totalitarisme, des totalitarismes — et sur la façon dont ils peuvent naître dès le niveau de la « simple police » et de la trame quotidienne des minuscules abus d'autorité. Pour « l'Unité », Otzenberger commente ce document, doublement intéressant — par son sujet et par les difficultés qu'il a eues à le rendre public — à verser au débat, toujours ouvert, sur les libertés.

L'UNITE : Même si officiellement on nous assure que la censure politique n'existe plus, est-ce que n'y ressemblent pas étrangement les divers épisodes qui ont assimilé la programmation de votre émission à une course d'obstacles ?

CLAUDE OTZENBERGER : Cela a commencé tout à fait amicalement : est-ce que, par exemple, je ne pensais pas qu'en faisant parler de Massu par Henri Alleg, c'était personnaliser à outrance ? J'ai accepté, en laissant la citation du livre de Massu... qui de fait se suffit bien à elle-même ! Puis le conseil d'administration a décidé de déprogrammer l'émission, prévue pour le 23 avril sur T.f. 1. Sous prétexte qu'elle ne pouvait « faire l'unanimité des déportés en ce jour anniversaire »... comme si le passage au petit écran d'un Skorzeny avait, lui, fait leur unanimité !

Ainsi commençaient deux mois et demi de purgatoire... S'ajouta la réaction de Christian Bernadac, l'auteur du livre (« Le train de la mort ») qui était la base de départ de l'émission. Il semble avoir été surpris que cette dernière ne fût pas une sorte de western historique ; et sa réticence s'est accentuée lorsqu'il est devenu rédacteur en chef justement sur la chaîne où l'émission était prévue. On a donc voulu utiliser un conflit d'auteurs pour masquer la censure politique — en vain, puisque nous avons finalement décidé de changer le titre.

Les protestations ont été telles qu'on a dû reprogrammer l'émission, mais avec des coupes : elle n'a pu passer à l'écran que sans le montage de publicités de marques allemandes actuelles qui illustrait cette démonstration de Charles Palant, vice-président du Mrap : Auschwitz, c'était aussi une immense entreprise industrielle, source de profits pour des firmes dont beaucoup ont survécu et prospèrent aujourd'hui. De même ai-je dû enlever le chant nazi « Horst Wessel Lied » en fond sonore de reproductions de textes d'un hebdomadaire d'extrême droite (N.d.l.r. : il nous a semblé reconnaître « Minute »...). Cela, heureusement, ne touchait pas au propos essentiel de l'émission.



Naturellement, on peut enfin s'interroger sur la part de censure qu'il peut y avoir à passer l'émission en juillet, à une heure tardive, après la projection d'une longue dramatique. Et en le faisant savoir presque au dernier moment, si bien que la presse de télévision n'a pas toujours pu la présenter correctement.

— Ces malheurs du « Train de la mort » venant après ceux de votre précédente émission, « Les atomes nous veulent-ils du bien ? », seriez-vous un provocateur ?

— Non. Je sais bien que, dans un dîner en ville, Jean Cazeneuve (le patron de T.f.1) s'est entretenu ainsi avec un producteur de magazine scientifique de sa chaîne : « Vous préparez une émission sur les végétaux ? Ah ! très bien, très bien. Comment ? Avec Otzenberger ? Méfiez-vous ! Avec un chou-fleur, il fait de la politique ! »... Je ne suis ni un naïf, ni un irresponsable. Simplement, je ne m'autocensure pas, je respecte et la télévision et les téléspectateurs en affirmant qu'on peut tout dire à la télévision. C'est tout le contraire de la conception d'une télévision qui ne dérange pas et qu'a gravement accentuée l'éclatement de l'O.r.t.f. : la « décentralisation » a abouti, en fait, à une hypercentralisation et à un contrôle accru par quelques hommes. C'est plus subtil que du temps de l'Office, et voilà tout.

— De quoi a-t-on eu peur ? Du sous-titre du « Convoi de la mort » : « ... ou : à propos du totalitarisme » ? Et quel sens a-t-il pour vous ?

— Il y a longtemps — ne serait-ce que pour des raisons familiales — que j'avais en tête un sujet sur la déportation, bien avant d'avoir lu le livre de Bernadac. Il faut toujours, au départ, un tremplin, mais ce qui m'intéresse, c'est d'observer les ondes que provoque un caillou dans la mare. Ce que j'ai refusé, en tout cas, c'est un certain « exotisme » de la déportation, quelque chose de lointain. C'est l'actuel, ce qui nous concerne aujourd'hui, qui me paraît important. Je voudrais que mon émission amène le téléspectateur à se sentir concerné, plutôt que de se dire que le nazisme est une malédiction historique, ou un accident survenu « un jour, comme ça », ou « quelque chose d'inné à l'Allemand » — le mal, c'est toujours les autres. J'ai voulu montrer que le phénomène fasciste naît à la fois de causes socio-économiques et de comportements dictés par l'idéologie dominante qu'ont bien analysés Reich et Milgram, l'auteur de « La soumission à l'autorité ». Et que nous en sommes toujours menacés : dès que nous effleure le sentiment d'une quelconque supériorité, le germe est là. Albert Memmi disait dans l'émission qu'entre la petite blessure raciste et l'assassinat massif de style nazi, il y a certes une formidable différence de degré, mais ce n'est pas une différence de nature.

A partir de là, c'est à la responsabilité de ceux qui ont regardé l'émission que nous avons voulu en appeler. Bien sûr, une émission ne suffit jamais à provoquer décisivement la prise de conscience. Mais elle peut participer à des maturations qui se développent lentement, jusqu'au jour où il suffit d'une étincelle...

Propos recueillis par SERGE RICHARD

dans laquelle évoluent Ada et Ivan — celui en somme d'une mémoire niée en bloc au nom de la glorification d'une confusion mentale qui fait qu'à chaque instant le cerveau humain est à la fois son présent et le total de son passé.

Comme le laboureur

Par moments, la technique relève du tour de force. A d'autres, du pied de nez. L'humour nabokovien consiste alors à se payer la tête du lecteur, qui se dit : c'est idiot. Puis il s'aperçoit que c'est très exactement ce que l'auteur voulait lui faire dire, en le provoquant par une présentation canularesque des choses, en donnant parfois — délire strictement contrôlé — un tour ubuesque au récit. Et, en arrière-plan, peut-être une hantise, inavouée et étouffée par le dévergondage verbal : celle de la vieillesse et de la mort — cette dernière souvent présente au travers du mythe de la vie parallèle d'une antiTerre, thème bien connu de la science-fiction transposé ici dans la croyance des enfants pervertis.

Pour terminer, une dernière pirouette. Nabokov couvre de fleurs son ouvrage — qui est celui d'Ivan, les mémoires d'Ivan revues et annotées par Ada et que juge un ami : « Vaste et délicieuse chronique... ce délicieux livre... Il n'est rien dans la littérature mondiale, sauf peut être les réminiscences du comte Tolstoï, qui puisse le disputer en allégresse pure, en innocence arcadienne, avec les chapitres de ce livre... ». Que dire de plus ou de mieux ? J'ai la faiblesse de croire que les derniers mots d'une œuvre ont toujours une signification hors du commun, parce que ce qui précède le point final est comme le premier souffle du nouveau-né, que personne ne perçoit. « Et bien des choses encore ». Fin. Le laboureur de La Fontaine n'en demandait pas plus à ses enfants.

GEORGES FRAMERIES

Vladimir Nabokov : « Ada ou l'ardeur », traduit par Gilles Chahine avec la collaboration de Jean Bernard Blandenier (Fayard).

changer la vie culturelle

Théâtre

TROUPES EN PERDITION

Pendant qu'il signe de mirobolantes « chartes » culturelles avec quelques métropoles — sans être sûr de pouvoir en honorer les termes financiers, comme l'a fait, remarquer le Bureau du P.s. — Michel Guy laisse, littéralement, « crever les jeunes troupes comme des bêtes blessées ». Voilà un ministre qui, du style Giscard, a su prendre l'essentiel : les manœuvres de diversion.

Grenoble et Bordeaux ont leurs « chartes ». Avec un beau nœud rose, monsieur le ministre ? Mais que fait-on, en s'en tenant à ces seuls exemples, pour Lille et pour Metz ?

En septembre 1974, Michel Guy avait promis publiquement de donner au Théâtre populaire de Lorraine un statut de Centre national dramatique... et les subventions qui conviennent. Nous sommes en juin 1975. Dans l'île de Saulcy, à Metz, où la troupe est installée, son directeur, Jacques Kraemer, attend toujours : pas de statut à l'horizon... et seulement 450 000 F de subventions d'Etat pour 1975. Les autres centres vivent — très mal — avec 2 millions de francs. De qui se moque le ministre ? Si aucun subside supplémentaire n'est débloqué, le T.p.l. arrêtera ses activités en septembre prochain.

A Lille, trois équipes : le Théâtre de la Fontaine, le Théâtre populaire des Flandres — que la municipalité avait sauvé de l'asphyxie une première fois, il y a deux ans — et le Théâtre de la Salamandre, qui remplace le Théâtre du Lambrequin de Jacques Rosner, récemment nommé à la tête du Conservatoire national d'art dramatique. Les directeurs de ces troupes ont adressé une lettre ouverte au Premier ministre, le 23 avril dernier : « Nos contrats, qui devaient être signés avant le 31 mars, sont toujours l'objet de discussions. Cette situation d'attente nous interdit tout projet de programmation et il est clair que le public du Nord fera les frais de ces lourdes incertitudes. » La lettre précisait également qu'aucune des troupes ne possède « l'indispensable outil que constitue un théâtre ». Couvrant son ministre de la Culture, Jacques Chirac n'a pas daigné répondre.

Il faudrait encore évoquer la situation identique du Théâtre éclaté d'Annecy... Ce qui, à ce jour, ne fait pas moins de 5 troupes en perdition, à ajouter aux 184 dossiers du Jeune théâtre en attente... sur le bureau de Guy.

Festival

WOODSTOCK-SUR-LOT ?

Cazals : ce village de 450 habitants, situé entre Périgord et Quercy, va connaître les 19 et 20 juillet prochains la plus grande invasion de son histoire. Des milliers de jeunes vont y déferler à l'occasion d'un surprenant « Alice Festival ». Cette manifestation n'est certes pas la première du genre en France. Mais elle innove incontestablement : jamais rassemblement autour de la musique folk n'a été aussi « politiquement » défini. Jean-François Millier, directeur d'Alice productions et introducteur de la chanson au Festival d'Avignon, ne veut pas que la musique populaire soit « reléguée au rang d'article de musée... quand elle n'est pas exploitée à des fins propagandistes (comme sous le régime de Vichy) ou mercantiles (comme on le fit du folksong dans les années 65) ». D'où ce festival de « folk international » branché directement sur la traditionnelle fête annuelle du petit bourg du Lot, où cessera la querelle entre tradition et modernisme, entre musique rurale et musique urbaine. Au programme, 25 formations venues de tous les coins du globe : des chanteurs, des musiciens, des groupes d'Amérique latine, d'Irlande, des Etats-Unis s'ajouteront aux Catalans, aux Alsaciens, aux Bretons, aux Basques, aux Occitans ; les minorités ethniques se confronteront à une véritable « Internationale de la musique et du chant populaires ». Quelques noms au hasard : Alan Stivell, Claude Marti, Roger Siffer, l'Uruguayen Daniel Viglietti, le flûtiste Una Ramos, les Cajuns de la Louisiane, les groupes Malicorne et La Bamboche, l'ensemble suisse Aristide Padygros, les Américains Tom Bush et David Bromberg, etc. A ce programme organisé s'ajouteront des « ateliers » où le public pourra jouer d'un instrument ou se perfectionner, et un chapiteau où les groupes auront loisir d'improviser une programmation « spontanée ». Cazals se gravera-t-il dans les mémoires immédiatement après Woodstock ?

Livres

ET LA MONTAGNE FLEURIRA...

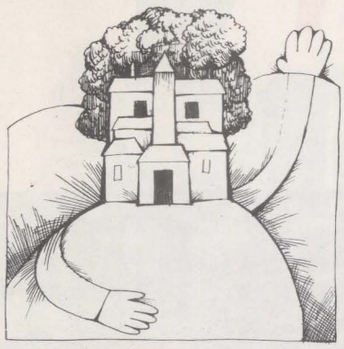
Les rédacteurs des annales officielles ont une façon bien particulière d'écrire l'Histoire : ils gomment des manuels destinés aux élèves toutes les bavures des Pouvoirs successifs ; ainsi apprenons-nous tous que, sans coup férir, notre pays traverse les âges. Sans le moindre soubresaut. Prenons un exemple : le 2 décembre 1851, le Prince-Président, Louis Napoléon-Bonaparte, étrangle la République. Les manuels « officiels » racontent aux lycéens que cela s'est fait « dans le plus grand calme et sans véritable résistance. » Qu'on nous permette une question : comment les professeurs de français expliquent-ils aux mêmes lycéens l'origine des « Châtiments » de Victor Hugo, dont ils font apprendre des passages entiers ?

Ainsi donc, Hugo était parti en exil, avec de nombreux autres intellectuels. C'est cela, la vérité historique. Qui oblige aussi à dire qu'il y eut, la nuit du coup d'Etat, plusieurs milliers d'arrestations. Quant au peuple et à ses élus républicains, ils ne s'étaient tus que sous l'effet de la peur et des coups de la répression. Combien d'emprisonnements ? Combien de jugements sommaires ? Il y eut mieux, qu'il faut cacher pour entretenir les mensonges d'Epinal : toute la haute Provence s'était dressée contre la dictature naissante ; et, si l'insurrection avait échoué dès les premières heures dans le Var, la Drôme et le Vaucluse, elle avait tenu de longues semaines dans les Basses-Alpes. C'est cette rebellion folle — folle de courage et d'espoir — que raconte le « roman » de Luc Willette : « Et la montagne fleurira... » (Denoël).

Roman ? Oui, si l'on considère que les trois héros centraux, Pierre Benezech, Anne et Agnès, ont été inventés. Non, si l'on vérifie que la chronologie a été suivie scrupuleusement et que l'ensemble des autres protagonistes a bel et bien existé, laissant des traces dans les archives — qui dans les rangs des républicains déportés ou exécutés, qui au sein de cette bourgeoisie « versaillaise avant l'heure » qui « tenait » la haute Provence. Ce livre est superbe. Ce récit est fulgurant. Il porte cette lumière dont il faudra bien qu'elle pénètre un jour dans les lycées. Cette lumière « rouge » que certains craignent tant. Il n'y a pas que les Communards qui soient un jour montés à l'assaut du ciel. Il y a également, dans toute l'Histoire de France, ceux qui ont défendu au prix de leur sang la dignité du peuple. Ceux que Serge Moati appelle « la France souterraine ». Il y a par exemple ces Montagnards — ainsi s'appelaient alors les républicains — dont le cri de ralliement était : « Plantarem farigoulas la mountagna flourira. » Ces Montagnards de Manosque, de Forcalquier, de Sisteron et de Digne dont le chef, Ailhaux de Volx, avant de mourir traqué, est allé planter, au sommet de la montagne de Lure, le drapeau rouge. C'était un jour de janvier 1852 ; déjà la France pliait sous Napoléon le Petit...

J.-P. L.

Au risque de vous plaire



Festivals en juillet

FRANCE

*** Grange de Meslay : 12es Fêtes musiclaes en Touraine.**

Douze concerts. Sviatoslav Richter, Pierre Boulez et Diégo Masson. Mais aussi : Beethoven, Schubert Chopin, Ravel, Tchaikovsky, Berio, Schönberg, Stravinsky, Varese, etc.

*** Orangerie de Sceaux : Festival musical d'été (depuis le 13 juin, jusqu'au 14 septembre).**

Quarante-trois concerts étalés sur les week-ends et jours de fête. A noter : le guitariste Narcisso Yepes, le pianiste Claude Kahn, l'Orchestre de chambre de Toulouse, Cora Vaucaire, Georges Zamfir, le ballet populaire indien « Loka-Barathi », etc.

*** Salon-de-Provence : 12e Festival (du 20 au 30 juillet).**

Une dizaine de soirées de musique classique. Et les « Nuits du jazz » avec les principales vedettes du « Newport Jazz Festival 75 » (tous les soirs dans la cour du château de l'Empéri).

*** Dijon : Festival des nuits de Bourgogne (jusqu'au 12 juillet).**

L'ensemble instrumental de Montbéliard, le Clémentic Consort de Vienne, l'Orchestre philharmonique et les chœurs de Stuttgart, le groupe T-Act, le Théâtre Gap, le Théâtre du Silence, la Compagnie Robert Hossein, le Théâtre de Liberté.

*** Paris : 12e Festival du Marais (jusqu'au 12 juillet).**

Cora Vaucaire, Mouloudji, la musique d'Amérique latine de Pachacamac, la musique celte de Sklof, des concerts, des pièces de théâtre... dans les plus beaux lieux historiques du Marais.

*** Carcassonne : 18e Festival de la Cité (jusqu'au 20 juillet).**

Le Ballet indépendant du Mexique, les Ballets Joseph Russillo, Claude Nougaro, Marti, un café-théâtre et un Festival des Jeunes compagnies théâtrales.

*** Marsillargues : Festival annuel (du 25 juillet au 2 août).**

« Trois histoires pour un théâtre pauvre » par la Compagnie de la rampe, « L'autre Dom Juan » d'Eduardo Manet, « La servante » de Victor Haïm, « Hamlet » de Shakespeare mis en scène par Denis Llorca et le ballet d'Afrique noire « Monoba ».

ETRANGER

*** Bruxelles : « Hollywood parle, chante et danse » (du 7 au 14 juillet).**

Cinquante films rares ou inédits des années 30 et 40.

*** Bregenz (Autriche) : Festival 1975 (à partir du 17 juillet).**

Des concerts et des œuvres à gogo. Des artistes du monde entier. Deux représentations exceptionnelles : « Une nuit à Venise » de Johan Strauss et « Le corsaire » d'Adolphe Adam.

*** Glyndebourne (Grande-Bretagne) : Festival d'opéras (jusqu'au 6 août).**

« Cosi Fan Tutte » de Mozart, « Intermezzo » de Richard Strauss et une œuvre de Stravinsky.



Jazz

FRANCE

*** Nice : « New and middle » et « Jam sessions » (du 17 au 27 juillet).**

Du jazz à satiété : Barney Bigard, Eubie Blake, Ruby Braff, Milton Buckner, Earl Hines, Maxim Saury, Bob Wilner, Chet Baker, Louis Cottrell, Harry Edison, Claude Luter, Earl Warren, Teddy Wilson, Sir Charles Thompson, etc.

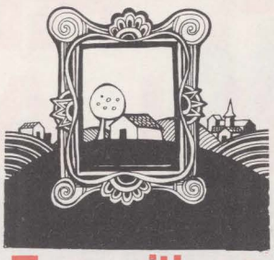
*** Antibes : Festival de Jazz (du 19 au 27 juillet).**

Une « institution » qui se porte bien. Cette année, du « blues » au « free » : Rhoda Scott, Ray Bryant, Bill Evans, Dollar Brand, Derek Bailey, Anthony Braxton, Dizzy Gillespie, Charlie Mingus, Archie Shepp, Chris McGregor, etc.

ETRANGER

*** Montreux (Suisse) : Festival international de jazz (jusqu'au 20 juillet).**

« Folk country and blues » avec : Larry Coryell, Philip Catherine et Alan Stivell. « Rock city blues and gospel » avec : Etta James, Lousiana Red, Juke Boy Bonner, Albert Collins, Robert Shaw, Marion Williams, etc. « Jam session » avec Roy Eldridge, Harry Edison, Dizzy Gillespie, Johnny Griffin, Milton Jackson, Mickey Roker... « Gala night » avec : Ella Fitzgerald, Oscar Peterson, Joe Pass et Bobby Durham. « East and West » avec : Roland Kirk, Archie Shepp et Sadao Watanabe. « Swingin'high » avec : Count Basie Big Band et Shirley Scott Trio. « Today and Tomorrow » avec Anthony Braxton, Bill Evans, Eddie Gomez et Charlie Mingus.



Expositions

CENTRE (Auvergne-Limousin, Rhône-Alpes, Bourgogne - Franche-Comté).

*** Annecy (Musée-château) : Collages d'Alberto Magnelli (jusqu'au 15 septembre).**

*** Château d'Ancy-le-Franc (Yonne) : Les chemins de la création (jusqu'au 30 septembre).**

Les dessins et collages de Louis Pons, les lithographies de Max Ernst, les reliefs peints de Raymond Mason, etc.

*** Salines d'Arc-et-Senans (Doubs) : Prassinos (à partir du 10 septembre).**

*** Abbaye Saint-Germain d'Auxerre (Yonne) : Dessins d'enfants du Mali et du Népal (jusqu'au 15 septembre).**

*** Bourg-en-Bresse (Prieuré de Brou) : Cartier-Bresson (du 1er au 31 août).**

*** Chambéry (Musée d'art et d'Histoire). Huit définitions du réel, par Aillaud, Gafgen, Gassiorowski, Gramatzki, Moninot, Monory, Stampfi et Titus (jusqu'au 31 juillet).**

*** Châteauroux (Salle des Cordeliers) : Œuvres de James Pichette (jusqu'au 6 septembre).**

*** Clermont-Ferrand (Musée Bargoin) : L'Auvergne en 150 peintures, aquarelles, dessins et gravures, par Jules Laurens (jusqu'au 20 octobre).**

*** Cluny (Salle des écuries de Saint-Hughes) : Tapisseries de Jean Picart Le Doux (14 septembre).**

*** Le Poet-Laval (Drôme) : Femmes et paysages (jusqu'au 30 septembre).**

Des œuvres de Boudin, Courbet, Dufy, Morizot, Renoir, Rodin, etc.

*** Limoges (Chapelle du lycée Gay-Lussac) : Biennale internationale de l'art de l'émail (jusqu'au 8 septembre).**

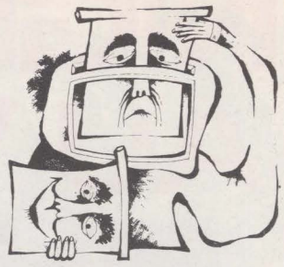
*** Mâcon (Bibliothèque municipale) : 60 gravures de Picasso (jusquau 31 août).**

*** Montceau-les-Mines (Centre culturel) : « Véloscopie ». Peintures, sculptures et dessins consacrés au vélo (jusqu'au 31 août).**

*** Riom (Musée Francisque-Mandet) : L'art roman en Auvergne (jusqu'au 15 septembre).**

*** Roanne (Musée Joseph-Déchelette) : L'image imprimée en couleur autour de 1900 (en permanence).**

*** Tournus (Abbaye) : Sonia Delaunay (jusqu'au 31 août).**



Télévision

VENDREDI 11 JUILLET

« Touareg », un documentaire de Parsons qui explique, économiquement et politiquement, les causes de la famine (20 h 30, F.r. 3).

SAMEDI 12

Marcel Maréchal met en scène et interprète le rêve cathare, mêlé de bouffonnerie antireligieuse, de Jacques Audiberti : « Cavalier seul », 1re partie (20 h 30, F.r. 3).

« La jeunesse de Garibaldi », un feuilleton de Franco Rossi (20 h 35, A 2).

DIMANCHE 13

Une rediffusion de la série Grandes batailles du passé : « Gettysburgh, 1863 » : le Sud et le Nord américains face à face (16 h 50, T.f. 1).

La 2e partie de « Cavalier seul » (20 h, F.r. 3).

LUNDI 14

L'un des films préférés, a-t-il proclamé, de Giscard d'Estaing : « Le train sifflera trois fois », de Fred Zinneman — un pseudo-western exsangue et prétentieux (20 h 35, T.f. 1).

Dans la série Le secret des dieux : le débarquement de juin 1944 (20 h 35, A 2).

« La fête, ou l'invention de la liberté » : une chronique de Charles Brabant sur l'époque des « lumières » et de la Révolution (21 h 30, A 2).

MARDI 15

Lancement de l'opération soviéto-américaine Soyouz-Apollo, en direct de Cap Kennedy (20 h 30, T.f.1 et A 2).

MERCREDI 16

La première partie d'une dramatique, produite par la B.b.c., qui adapte un célèbre roman de Thomas Hardy lourd de l'atmosphère victorienne : « Jude l'obscur » (20 h 35, T.f. 1).

JEUDI 17

Mi-poétique (c'est le meilleur du film), mi-philosophique (le moins bon), une variation de Pierre Kast sur un thème de science-fiction, « Les soleils de l'île de Pâques » (20 h 25, F.r. 3).

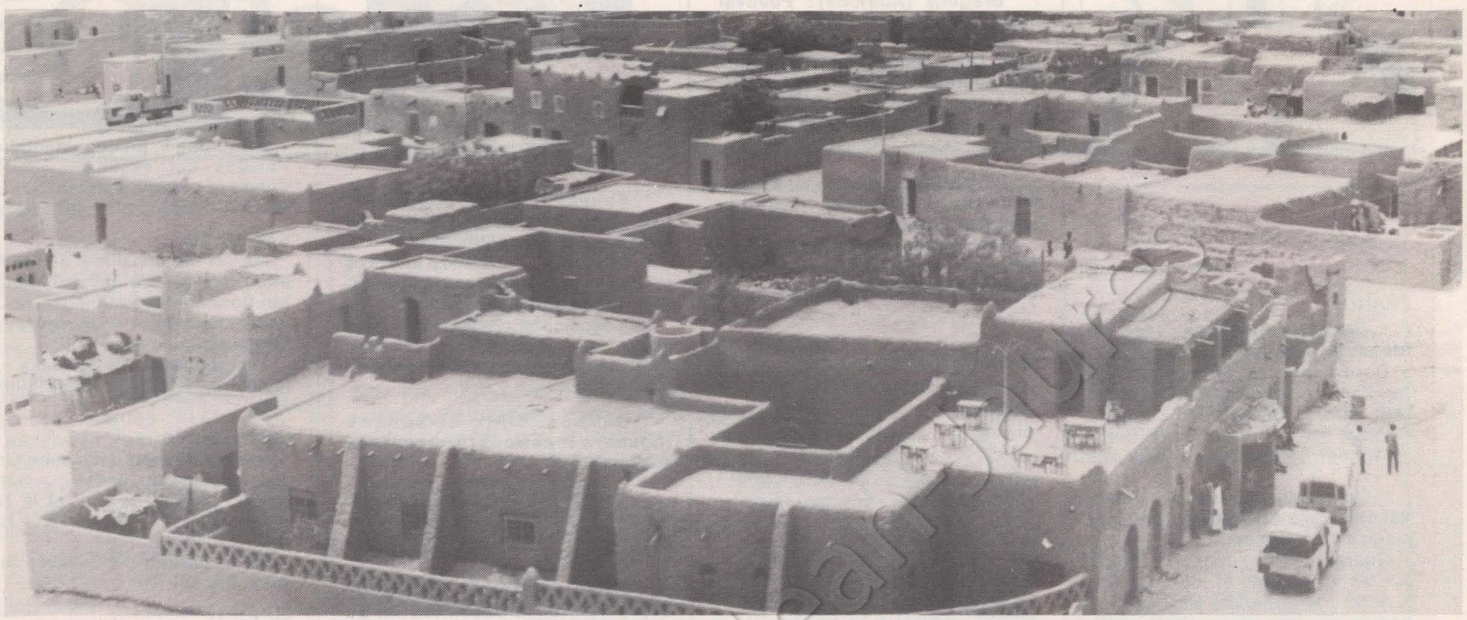
Un nouveau feuilleton policier, « L'homme sans visage » — on peut en attendre beaucoup, puisque signé Georges Franju (21 h, T.f. 1).

Au magazine Satellite, radiographie d'un mouvement d'extrême gauche, les Taupes rouges (21 h 55, T.f. 1).

Le joyeux pamphlet anticlérical d'Anatole France, « La rôtisserie de la reine Pédauque », adapté (?) par Jean-Paul Carrère, avec Georges Wilson (20 h 35, A 2).

Jean Duvignaud présente un livre important sur le Brésil et le phénomène de la colonisation, « Maîtres et esclaves » (22 h 20, A 2).

NIGER : RETOUR AU VILLAGE



De notre envoyé spécial

Après avoir franchi le pont de Niamey, les land-rovers ont roulé un petit quart d'heure sur une route bitumée. Puis nous avons pris une piste, entraînant derrière nous de longs voiles de poussière rouge. Jointe à la chaleur, particulièrement suffocante au Niger tout au long du printemps, cette poussière donne rapidement une soif terrible. Nous avons ainsi pas mal transpiré en longeant de loin le fleuve Niger, dont le cours majestueux symbolise la fertilité et donc la vie dans ce vaste pays aride. Ses abords connaissent toujours une grande animation. Aux maraîchers qui cultivent et arrosent leurs jardins s'ajoutent les hommes qui lavent le linge, les enfants qui se baignent et les animaux venus boire. Au bout d'une demi-heure nos voitures ont stoppé à l'entrée d'une grande propriété. Gardée par un militaire, une barrière en interdit l'accès. Après une brève explication, il nous laissera visiter l'exploitation, sorte de modèle des réalisations hydro-agricoles dans lesquelles veut se lancer le Niger. De fait, la fertilité de cette propriété, transformée en une sorte d'oasis par les vertus de l'irrigation, contraste étonnamment avec le paysage pourtant déjà privilégié que nous avons vu en venant.

Creusés dans le sol, de grands bassins de terre craquelée témoignent que, même ici, la riziculture est possible. Les Chinois de Taïwan, qui ont aidé à son implantation, sont partis depuis quelques mois, juste après l'établissement de relations diplomatiques entre le Niger et la Chine populaire. Ils ont laissé la place à leurs frères ennemis. Autre sujet d'étonnement : la beauté des manguiers qui, partout, dispensent leur ombre bienfaitrice. Ils portent en quantité des fruits greffés aux couleurs délicates et d'une taille saisissante.

A la fin de notre visite, le soldat nous demande de l'accompagner jusqu'à une magnifique bâtisse. Celle-ci est vide et visiblement inoccupée. Avec un petit sourire, le soldat entrebâille les volets pour nous laisser apercevoir le luxe de l'aménagement intérieur. « Cette maison et la propriété tout autour, explique-t-il, appartenaient autrefois à Mme Diori. C'était son bien personnel. Cela fait aujourd'hui partie du patrimoine national. »

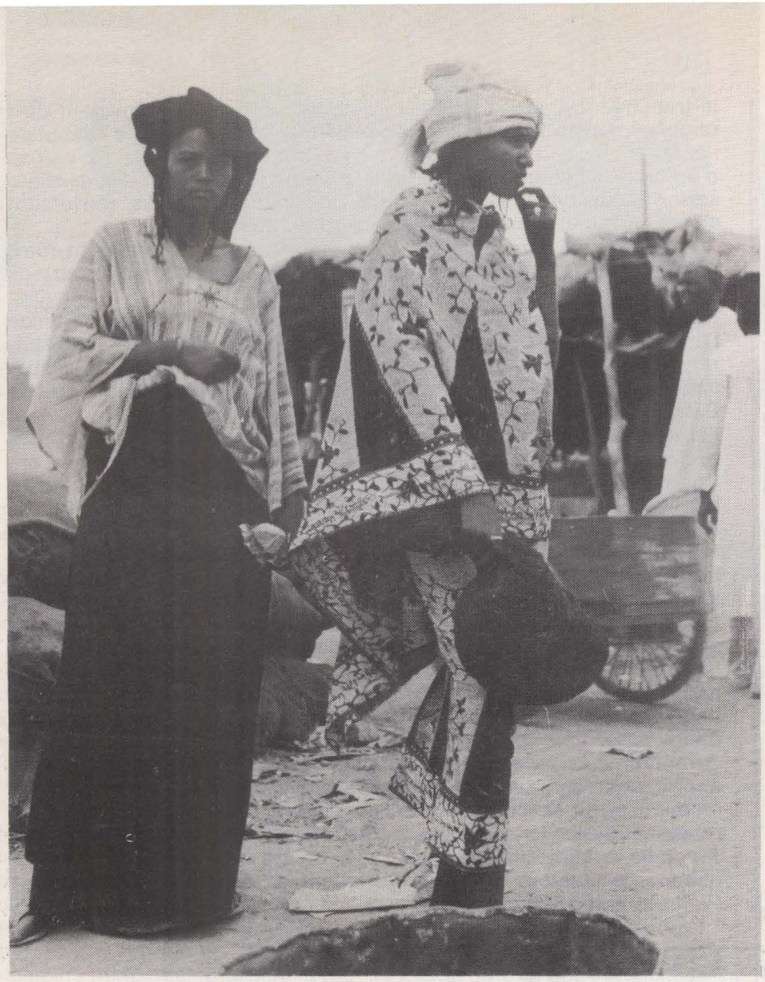
Ce n'est pas sans quelque fierté que notre guide prononce ces derniers mots. Mme Diori était la femme de l'ancien chef d'Etat, le président Diori Hamani, déposé le 15 avril 1974 par un coup d'Etat militaire. Tuée pendant ces événements, Mme Diori était certainement la femme la plus riche de son pays. De son palais de Niamey à sa villa d'Agadès, en passant par cette exploitation proche de la capitale, il nous fut donné de constater à quel point la fortune de Mme Diori caractérisait bien la corruption et l'injustice du régime précédent.

Il serait d'ailleurs bon, à ce propos, de rétablir les faits. L'an passé, certains commentateurs avaient vu dans la chute de Diori un « mauvais coup » pour le Niger, téléguidé par la France. Cette hypothèse ne tient pas. Mis en place par la France, dont il allait accepter la politique néo-coloniale, Diori dirigeait le pays depuis 1958. Dès son accession au pouvoir, il avait éliminé le parti Sawaba, dont le dirigeant progressiste Djibo Bakari était beaucoup plus populaire que lui. Dès lors, toute opposition avait été interdite, pourchassée et sévèrement réprimée. Quant au très officiel « Parti progressiste nigérien », il tenait plutôt de l'organisme policier et se livrait à tous les trafics. En octobre 1973, l'Union des scolaires nigériens, dernier lieu d'expression politique, avait été supprimée à son tour.

Bœufs à 10 francs

Il semble que le seul souci de l'équipe dirigeante ait été, pendant 15 ans, d'en faire le moins possible tout en se remplissant les poches. Principalement composée d'agriculteurs et d'éleveurs, nomades et sédentaires, la population nigérienne voyait cette équipe avec indifférence, parfois même avec hostilité.

C'est alors que le drame des six années de sécheresse a révélé à tous le degré de pourrissement et d'incurie du régime. Cette « révélation » a également été à l'origine du renversement de plusieurs régimes, comme celui du Négus en Ethiopie et celui de Tombalbaye au Tchad. Ce qui fait dire à certains que la sécheresse est le premier mouvement de libération d'Afrique ! A partir de 1968, l'été a cessé d'amener avec lui l'habituelle, vitale et tant attendue saison des pluies. Les « pâturages » déjà clairsemés de la brousse avaient progressivement disparu. Le cheptel nigérien, qui s'était amélioré en nombre et en qualité au cours des années 60, a été décimé à plus de 60 %. De cette perte, évaluée à plus de 520 millions de francs, il reste de nombreuses traces, comme sur cette piste entre Agadès et le campement touareg de Marendet, jalonnée d'ossements blanchis par le soleil et en partie recouverts par le sable. On reconnaît des squelettes de vaches, de chevaux, de moutons. La présence inquiétante de quelques vautours bien gras montre que la sécheresse n'a pas été une catastrophe pour tout le monde. De même peut-on opposer aux milliers d'éleveurs ruinés, dont les troupeaux qui dépassaient parfois cent têtes ont totalement disparu, les commerçants et les dignitaires qui se sont rapidement enrichis en leur rachetant des bœufs amaigris pour des sommes dérisoires, de l'ordre de 10 F par tête. Ces spéculateurs avaient de quoi nourrir les bêtes dans des centres d'embouche généralement approvisionnés en détournant l'aide internationale. Et, tandis que la famine sévissait cruellement dans le pays, que des gens — et notamment des enfants — mouraient de faim, en particulier dans les camps de réfugiés







nomades nigériens et maliens, le Niger exportait de la viande et des légumes !

En fait, tout cela explique pourquoi le régime de Diori est tombé comme un fruit pourri. Choqués de ne pas voir distribuer les vivres envoyés du monde entier, scandalisés d'apprendre que des fonctionnaires s'enrichissaient avec ces vivres, les militaires lui ont porté le coup de grâce. Leur premier et peut-être même leur unique objectif était alors de mettre en place une organisation rationnelle pour acheminer rapidement les vivres dans tout le pays. Ce qui n'est pas une mince affaire lorsqu'on sait que les 4 millions de Nigériens sont inégalement répartis sur un territoire de près de 1,2 million de km2 et que les routes, tout comme les camions, font cruellement défaut.

De son côté, la population a accueilli avec espoir et satisfaction la mise en place de ce régime où le pouvoir appartient au Conseil militaire suprême (C.m.s.), présidé par le lieutenant-colonel Seyni Kountché, nouveau chef de l'Etat.

Coopératives et nomades

De petite taille, plutôt maigre, Kountché a la réputation d'un homme intègre. Un de ses premiers soucis fut de constater les conséquences de la sécheresse. Par chance pour lui, la saison des pluies a enfin été bonne, ce qui, quelques mois après le coup d'Etat, a été considéré comme un bon présage par la population. Les pluies ont d'ailleurs permis une assez bonne récolte, en partie parce que l'armée s'est attachée, dès son arrivée au pouvoir, à mettre en place l'opération « Retour au village ». Il était en effet indispensable que les paysans soient rentrés chez eux pour semer puis récolter le mil, le sorgho et les autres produits de base de l'alimentation locale. A cette récolte, il convient d'ajouter les 189 000 tonnes d'aliments reçues à travers les aides extérieures, d'avril à décembre 1974. Sur les 62 500 tonnes de vivres, toujours d'aide extérieure, attendues pour 1975, déjà 37 000 tonnes sont arrivées. L'action dynamique et efficace des militaires pour distribuer les vivres, y compris dans les régions les plus reculées, a sans aucun doute facilité le repeuplement des villages désertés. Cette distribution a cependant coûté fort cher, puisqu'elle a été évaluée à 20 millions de francs, pour un budget national d'environ 300 millions. Les militaires y ont donc « mis le paquet », épargnant ainsi de nombreuses vies humaines, ce qui explique en partie leur « succès ». Pour le reste, leur action se caractérise par une certaine lenteur que Kountché nous a présentée comme de la prudence et du réalisme.

Les grandes priorités du « Niger nouveau » ont été définies par le chef de l'Etat, dans son message à la nation du 15 avril 1975. L'aide aux populations éprouvées par la sécheresse se poursuivra tant qu'il en restera des séquelles, ce qui risque de durer encore longtemps. Parmi les grandes options économiques du pays — les militaires répugnent à parler de « politique » — une place privilégiée sera accordée au développement du monde rural. « S'agissant des problèmes des champs, a déclaré Kountché, une première mesure est qu'à partir de la présente déclaration, tout champ déjà exploité à un titre ou à un autre par un exploitant donné reste et demeurera à la disposition permanente dudit exploitant, quel que soit le titre initial qui avait permis à ce dernier de l'acquérir. En prenant cette décision, nous ne visons qu'un but : assurer à nos cultivateurs un maximum de sécurité sur les terres qu'ils cultivent et dont ils ont fini par faire leur unique bien, sans pour autant être toujours à l'abri des humeurs et des abus de certains propriétaires grincheux, prêts à spéculer sur ces mêmes terres qu'ils ne veulent autrement ni mettre en valeur ni céder. »

En garantissant ainsi la jouissance de la terre au paysan qui la travaille, Kountché a pris une décision courageuse, car il s'est certainement mis à dos les gros propriétaires fonciers. Ceux-ci s'enrichissaient dans des proportions scandaleuses, généralement sur le dos de parents plus ou moins éloignés qui vivaient misérablement en cultivant leurs terres. Exploités par les propriétaires, les paysans étaient également victimes des commerçants. Aussitôt après la récolte, les paysans sont très pressés de recueillir les fruits de leur labeur. Ils s'empressent donc de vendre. Et, l'abondance de l'offre sur le marché faisant chuter les cours, ils obtiennent à peu près 20 F par sac de mil de 100 kilos. A la fin de la saison sèche, les paysans dans le besoin doivent bien souvent racheter du mil, tant pour se nourrir que pour le semer. Les commerçants le leur revendent alors cinq fois plus cher, réalisant ainsi de substantiels profits. Le même phénomène se déroulait avec tous les produits.

« L'Office des produits vivriers du Niger (O.p.v.n.), explique Kountché, a donc été créé pour briser cette spéculation des commerçants et leur exploitation des paysans. Il doit racheter une partie de la récolte aux paysans à un prix qui garantisse leur pouvoir d'achat. Ainsi l'O.p.v.n. peut-il constituer des stocks qu'il commercialise à la fin de la période de soudure pour empêcher la spéculation. Les moyens de l'Etat restent cependant limités, ce qui nous impose d'accepter une certaine libéralisation du marché. » En 1974, l'O.p.v.n. a racheté pour 50 millions de produits. Ses stocks atteignent actuellement 60 000 tonnes de mil, 18 000 tonnes de niébé et 6 000 tonnes de sorgho. Ces deux mesures devraient donc procurer aux paysans, dans un premier temps, la garantie de leur instrument de travail et de leur revenu. A condition d'être bien appliquées...

Dans une seconde étape, le C.m.s. souhaite s'engager dans l'extension des coopératives, encore limitées pour le moment aux zones →

NIGER : RETOUR AU VILLAGE

rizicoles, cotonnières et d'arachide. Ces coopératives ne se limiteraient pas à la commercialisation, mais s'étendraient aussi à la production, comme cela se fait déjà pour le coton.

Mounkeila Arouna, le jeune secrétaire d'Etat au Développement, qui nous reçoit dans son bureau, aborde les projets pour l'élevage : « Dans l'immédiat nous allons mettre des fonds à la disposition des populations. Plutôt que d'acheter les bêtes à leur place, nous préférons que les éleveurs choisissent eux-mêmes leurs animaux. Nous veillons toutefois à ce que le prix ne s'élève pas trop sous prétexte que c'est l'Etat qui paie. L'effort de reconstitution du cheptel décimé par la sécheresse atteindra 320 millions. »

A qui l'uranium ?

L'Etat souhaite également sédentariser une partie des nomades. Il aimerait, pour ce faire, trouver un compromis qui leur permette de conserver un troupeau et de produire de quoi subvenir à leurs besoins alimentaires sur un lopin de terre. Il est probable que cette politique sera longue et difficile à mettre en place. Le souvenir des bêtes titubant puis mourant sur place est toutefois cruellement présent dans la mémoire des nomades. Peut-être, après tout, quelques-uns d'entre eux seront-ils tentés par la sédentarisation. De toutes façons, il faudra développer et aider complémentairement l'agriculture et l'élevage extensifs et intensifs.

L'obsession de la sécheresse a également conduit l'Etat à vouloir lancer un grand nombre de travaux hydro-agricoles pour maîtriser l'eau, celle de surface comme les eaux souterraines. Plusieurs barrages sont à l'étude, en particulier, celui de Kandaji, à usage polyvalent. Un programme ambitieux devrait permettre d'irriguer et de cultiver un million d'hectares le long du fleuve.

La réalisation de tous ces projets, dont le financement n'est pas encore bien défini, devrait être facilitée par la mise en route des chantiers communautaires. Les déplacements de population consécutifs à la sécheresse ont en effet drainé une main-d'œuvre inactive et bon marché vers les villes. L'Etat s'emploie à l'utiliser pour construire des routes, de petits barrages, et pour lancer des travaux d'irrigation. L'armée elle-même est mise à contribution et prête main-forte sur plusieurs chantiers communautaires. J'en ai vu fonctionner un près d'Agadès. Des centaines d'hommes s'y emploient à construire une digue. A l'exception du camion qui amène les pierres, tout se fait à la main. Accroupi, un vieil homme taille des manches de pioche près de la tranchée. Dans celle-ci, des hommes de tous âges creusent puis remblaient avec une certaine nonchalance : il faut dire qu'au début de l'après-midi il ne doit pas faire moins de 40° à l'ombre — or, il n'y a pas d'ombre à cet endroit. Cette digue retiendra les eaux qui, à la dernière saison des pluies, avaient inondé une partie d'Agadès, renversant même certaines maisons de terre sur leur passage...

Les ouvriers d'un tel chantier sont payés assez modestement, mais ils sont nourris, ce qui représente, encore aujourd'hui, un attrait non négligeable.

La distribution des vivres, la rationalisation et la modernisation de l'agriculture et de l'élevage devraient permettre à terme de faire disparaître la faim. Mais une telle politique agricole nécessite des investissements importants. L'Etat a donc été amené à réviser la politique de Diori Hamani dans le domaine de l'uranium, qui représente, avant l'arachide et le coton, la première des exportations — et donc des rentrées en devises — du Niger. Les gisements d'uranium sont concentrés dans l'Aïr, au nord du pays. Ils ont été prospectés, exploités, commercialisés et achetés pendant plus de 10 ans par une seule et même société, le Commissariat à l'énergie atomique français. L'Etat nigérien, qui ne possédait que 16,5 % de la société d'exploitation de l'uranium, la Somaïr, percevait, en échange du pillage de ses ressources par le C.e.a., une indemnité forfaitaire de 20 millions de francs, auxquels s'ajoutaient 6 millions de taxes diverses. La France payait ainsi son uranium au prix dérisoire de 100 F le kg. Diori avait d'ailleurs demandé à la France de revoir nettement son prix en hausse, mais il avait essuyé un refus pur et simple. Kountché a été plus heureux. Il a obtenu le doublement de la participation nigérienne dans la Somaïr, passée à 33 %, et le doublement du prix de l'uranium. Les revenus de l'uranium ont donc été multipliés par quatre pour son pays. N'était-il pas possible d'aller plus loin, au moment où le renchérissement du pétrole et la diversification des relations du Niger ont amené les Allemands, les Italiens et les Japonais à s'intéresser à leur tour de très près à ce pays, cinquième producteur mondial d'uranium et dont les réserves sont évaluées à 400 000 tonnes ?

La France est "satisfaite"

La France, en tout cas, ne cache pas qu'elle est satisfaite de la grande modération de Kountché. Et lorsqu'on fait reproche à celui-ci de cette « indulgence » pour notre pays, il s'explique posément. D'abord, il y a les chiffres. Plus de 400 millions ont été investis dans la mine d'Arlit. Les investissements de la mine d'Akouta, qui devrait produire 2 000 tonnes par an vers 1980, s'élèveront à 860 millions. Avec son budget de 300 millions, Kountché sait qu'il n'est pas en mesure de nationaliser ses mines et de les exploiter seul. « Nous avons été guidés par le réalisme et la prudence, dit-il. Avant de se lancer dans un processus de nationalisation, il faut

Abonnés arrivés à échéance
réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F*	☐
normal d'un an à	*120 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

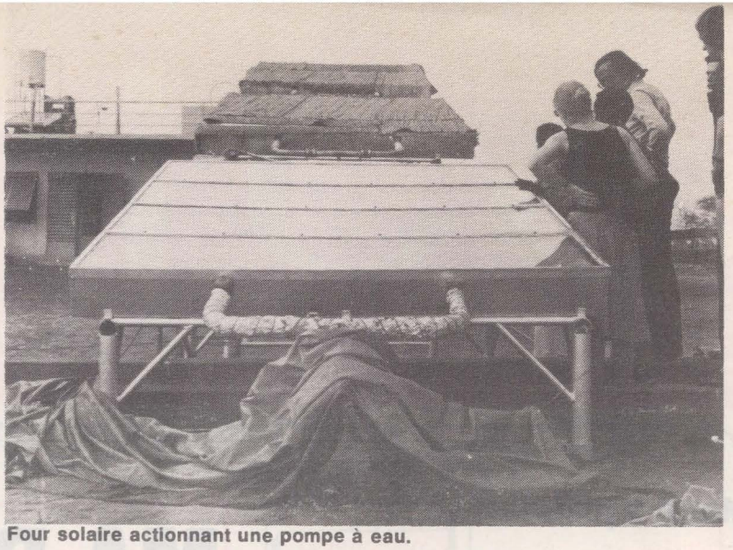
PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



Le président Kountché à Paris, en juin dernier.



Four solaire actionnant une pompe à eau.

avoir les moyens de sa politique. Ce qui implique, en particulier, de disposer de cadres nationaux. Or, à la Somaïr, qui produit 2 000 tonnes de concentré d'uranium par an, nous n'avons qu'un ingénieur nigérien à la production. Et aucun cadre de maîtrise. De plus, nous ne sommes pas dans le peloton de tête de la production. Notre situation est donc très différente de celle des pays de l'Opep, qui peuvent jouer cartes sur table. Pour le moment, il ne faut pas se leurrer : le prix de l'uranium reste largement à l'appréciation des demandeurs... Certains peuvent penser que le Niger a été lésé, qu'il n'y a pas beaucoup d'évolution ; mais, d'autre part, rien ne nous empêche plus de vendre notre uranium à d'autres pays et, ensuite, nous avons tenu compte des facteurs qui nous lient à la France. Nous garantissons son approvisionnement, mais nous lui avons demandé en retour une garantie de développement. Nous nous sommes en particulier assurés sa participation à la caisse de coopération qui doit financer certains de nos grands projets. » Pendant son séjour à Paris à la fin du mois dernier, au cours duquel il a rencontré Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et plusieurs ministres, Kountché a tout de même obtenu que l'ensemble des accords bilatéraux franco-nigériens soient révisés en décembre prochain. Jusqu'où pourra-t-il aller ? Ce que ne dit pas Kountché, c'est qu'il ne lui est pas possible de se battre sur deux fronts à la fois. Les problèmes de tous ordres qu'il doit affronter à l'intérieur ne lui permettent sans doute pas de prendre trop de risques en politique étrangère. Il a donc maintenu les relations diplomatiques qu'entretenait Diori — à l'exception de Taïwan — tout en élargissant ses relations à certains pays socialistes, au premier rang desquels se trouve la Chine. Au cours de notre entretien avec Kountché à Dakoro, une sous-préfecture du nord du pays où il s'est rendu en tournée par une chaleur véritablement étouffante, le chef de l'Etat expliquait ces ouvertures diplomatiques par « des raisons politiques évidentes ». « La Chine nous a consenti un prêt de 240 millions de francs, a-t-il poursuivi, ce qui représente pour nous une somme très importante, proche de notre budget. On en est actuellement au stade des études d'un certain nombre de projets que nous lui avons soumis. De plus, nous sommes vivement intéressés par les méthodes et la technique chinoises dans des domaines comme la cimenterie, les mines, les aménagements hydro-agricoles, la riziculture, etc. »

A l'intérieur, comme à l'extérieur, Kountché donne l'impression de mener une sorte de politique tous azimuts, qui se cherche mais qui, malgré sa grande prudence, se veut ouverte à toutes les expériences. Cela se justifie amplement par l'immensité des tâches à accomplir. Comme beaucoup de pays du Tiers-Monde le Niger compte sur les ressources énergétiques de son sous-sol, dont il n'a pas l'usage, pour développer en priorité son secteur primaire. L'industrie, pour sa part, reste out à fait embryonnaire. Il existe bien une petite entreprise textile, la Nitex, dont le principal actionnaire est le Comptoir français du textile et dans laquelle le Niger n'a que 14 % des parts ; la Nitex utilise une bonne part du coton nigérien. On trouve aussi une brasserie à Niamey, Braniger ; une petite cimenterie, notoirement insuffisante pour le pays... C'est à peu près tout. La construction d'une seconde cimenterie est prévue, ainsi que celle d'une usine qui fournira 6 000 tonnes de phosphate par an.

Autre source d'énergie, et celle-là inépuisable : le soleil. Exceptionnellement ensoleillé (on a vu quelle tragédie cela peut causer), le Niger doit tabler pour l'avenir sur l'énergie solaire. Un certain nombre de fours solaires fonctionnant déjà — notamment pour actionner les pompes à eau — cette technique ne demande qu'à être exploitée, ce n'est pas la matière première qui manque !

Kountché est parfaitement conscient que le développement de son pays repose sur deux secteurs dans lesquels beaucoup, sinon tout, reste à faire : l'éducation et la santé. Les besoins du Niger en infirmiers et en médecins resteront très importants pendant plus de 10 ans. Alors que la mortalité infantile, la malnutrition et le paludisme sont encore des fléaux, une action énergique est menée pour améliorer l'hygiène et pour vacciner régulièrement la population. Un gros effort est également consenti pour l'éducation, en particulier par la télévision scolaire. L'alphabétisation est entreprise dans les 5 langues du pays, à partir de la phonétique internationale. On peut cependant se demander jusqu'à quel point l'école nigérienne n'est pas inadaptée aux besoins réels du pays. Plutôt que de former de futurs fonctionnaires, ne vaudrait-il pas mieux préparer les jeunes aux techniques, en particulier agricoles, nécessaires au développement du pays ? L'Université, créée en 1971, forme des étudiants dans les disciplines scientifiques et littéraires. Une réflexion sur la pédagogie y est poursuivie, qui devrait permettre de mieux former les maîtres du premier cycle. On ne compte encore que 359 étudiants à Niamey et tous ne sont pas de nationalité nigérienne. Le cruel manque de cadres dont souffre le pays ne pourra donc en aucun cas être résorbé avant une dizaine d'années, dans le meilleur des cas.

"Faire la révolution sans le dire"

C'est pourquoi Kountché veut développer rapidement l'animation : « Une direction de l'animation travaille avec l'U.n.c.c. (les coopératives agricoles) au niveau du ministère de l'Economie. Elle vise à accélérer la connaissance des techniques agricoles, comme les engrais et les outils. La finalité est de faire comprendre comment doit être gérée une structure coopérative. D'une façon plus générale, l'animation doit être menée sur le terrain, partout où les agriculteurs peuvent mettre leurs terres en valeur. Par ailleurs, il y a aussi une animation plus proprement politique que nous comptons lancer à partir des Samarias, le moment venu. »

Traditionnellement, la Samaria est le mouvement des jeunes, organisé au niveau du village ou du quartier. Un peu tombées en désuétude sous Diori, les Samarias sont aujourd'hui remises à l'honneur. Elles ont même défilé à Niamey pour le premier anniversaire du coup d'Etat, entre les militaires et les travailleurs du syndicat, l'U.n.t.n. Les Samarias peuvent accomplir des tâches très diverses : participation aux travaux communautaires, animation politique, recherches et animation culturelles.

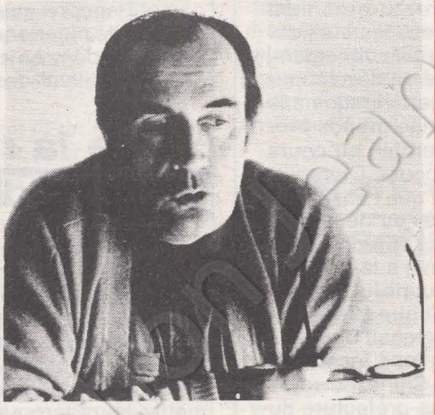
S'appuyer sur les Samarias suffira-t-il ? On peut en effet se demander pendant combien de temps Kountché pourra se passer d'un véritable soutien populaire. La chute de Diori, la lutte contre la corruption — au demeurant fort modérée et assez peu efficace — les mesures prises en faveur des paysans au détriment des propriétaires fonciers et des commerçants, le relèvement de 60 % du Smic dès le 1er mai 1974, toutes ces actions n'ont pas procuré que des amis à Kountché. De plus, le nombre dérisoire des cadres du pays l'a obligé à maintenir en place la plupart des fonctionnaires corrompus de Diori. Il lui faudra bien asseoir son autorité, d'une façon ou d'une autre.

Dès son arrivée au pouvoir, Kountché a ouvert les geôles de Diori pour libérer les prisonniers politiques, notamment ceux du parti Sawaba, dont certains étaient emprisonnés depuis plus de 10 ans. Peu de temps après, Djibo Bakari rentrait de Guinée et affirmait son soutien au régime. Or, curieusement, Kountché persiste à ne pas faire appel aux bons offices de Bakari, dont le parti demeure interdit au même titre que l'ensemble des organisations politiques. Au cours de notre entretien, Kountché a même jugé bon de mettre Bakari et Diori sur le même plan, parlant à leur propos des politiciens diviseurs du peuple nigérien. Sans aucun doute l'officier prenait-il à ce moment précis le pas sur le chef d'Etat. Il n'en reste pas moins que sa pratique et plus encore ses projets permettent de considérer Kountché comme un progressiste. Ne nous a-t-il pas dit en souriant, presque timidement : « Il vaut mieux que nous fassions la révolution sans le dire, que le dire sans la faire » ?

Encore faudrait-il, pour y parvenir, s'appuyer sur les masses organisées. Kountché ne peut ignorer que les obstacles ne manqueront pas de surgir s'il décide de sortir du réalisme prudent dans lequel il s'est jusqu'ici cantonné.

JEAN-LOUP REVERIER

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mardi 8 juillet

M Giscard d'Estaing se veut le Docteur Tant Mieux. Je ne serai pas le Docteur Tant Pis. Si je rectifie les chiffres, les estimations du Président de la République, qu'il s'agisse du chômage, du budget, de la balance des paiements ou du taux de croissance je me garde de céder au plaisir de la contradiction. Je n'attribue pas ses erreurs à des raisons obscures et malignes. Je pense qu'il nous trompe parce qu'il se trompe. Non qu'il dédaigne le petit coup de pouce qui permet à toute statistique de passer du signe moins au signe plus. Mais ses succès d'hier l'encouragent dans cette disposition. Puisque les Français ne lui ont tenu rigueur ni de sa constance dans le pétard mouillé ni de l'étonnante élasticité de ses principes monétaires dont le propre est d'agiter le drapeau blanc à la première alerte (on l'a vu pour l'or et les parités fixes), pourquoi n'érigerait-il pas en loi ce qui n'était naguère qu'une facilité ? Au demeurant cela convient à sa nature. Il adore prédire et déteste prévoir. Reconnaissons que s'il y trouve aussi son intérêt, ce serait exiger beaucoup que d'attendre de lui qu'il changeât de méthode.

Et pourtant, je le souhaite. Je comprends qu'il s'attache à calmer l'inquiétude en offrant l'image de la tranquillité. J'admets moins que, chef d'Etat, il flatte l'espérance d'un peuple sans éveiller d'abord sa conscience. Un peu de drogue anesthésie, beaucoup de drogue tue. On ne traite pas l'Histoire au L.s.d. Voilà ce que j'ai voulu exprimer dans ma conférence de presse de cet après-midi.

Certains journalistes ont estimé que la couleur de mes propos avait viré au noir. Si j'ai laissé cette impression j'ai eu tort. Le jeu de la France n'est pas réduit à une seule donne.

Mercredi 9 juillet

« Le Monde » — je le cite peut-être souvent mais comment ignorer cette somme quotidienne ? — rapporte ce que j'ai écrit dans « La paille et le grain » sur ma rencontre, entre les deux tours de scrutin de l'élection présidentielle, avec Ahmed Abdallah, président depuis hier de l'Etat des Comores. Je précise ici, pour confirmer un point d'Histoire, que cette entrevue a eu lieu le 11 mai 1974, en milieu de journée, au domicile d'André Rousselet, rue d'Aumale. J'avais été alerté par Monique V., qui fut longtemps ma collaboratrice et qui reste une amie très chère, qu'Abdallah — parrain d'un de ses fils — arrivait à Paris et que M. Giscard d'Estaing s'apprêtait à traiter, comme on peut le supposer, ce grand électeur d'outre-mer — qui avait dans sa poche soixante-quinze mille suffrages tout cuits.

Des liens anciens m'unissent aux Comores. Saïd Mohamed Cheikh, qui devait former le premier gouvernement comorien autonome, avait appartenu au groupe parlementaire auquel j'étais inscrit et nous y avions noué de bonnes relations. Je me souviens de la joie qu'il eut à m'accueillir à Moroni, sa capitale, il y a de cela vingt-cinq ans. Si lors de l'élection de 1965 il m'avait distribué plus d'encouragements que de suffrages (au lendemain du premier tour, de Gaulle ayant obtenu 108 838 voix et moi 601, l'ami Saïd ne m'en avait pas moins adressé ce télégramme enthousiaste « Bravo, vous êtes le second »), je m'étais senti incapable d'éprouver de la rancune à l'égard d'un brave homme dans la nécessité. J'avais donc continué de le voir et, avec lui, ses familiers parmi lesquels Abdallah, dont je devins en 1959 le collègue au Sénat.

Rue d'Aumale, Ahmed Abdallah parla franc. Il regrettait que mes représentants locaux se fussent appuyés sur son opposition mais il m'aimait beaucoup. Il se déclarait plus proche de moi que quiconque. Si j'étais élu je pourrais compter sur lui et ses députés rejoindraient aussitôt le groupe socialiste. En attendant il veillerait à ce que mes suffrages du 5 mai ne s'évanouissent pas le 19. Cependant, à quelques miettes près, l'héritage de Chaban-Delmas passerait à Giscard d'Estaing : foi d'Abdallah, il était engagé et, fût-ce à regret, n'y pouvait plus rien.

Je ne l'ai pas interrogé sur la nature de ses obligations. Mais il se plut à m'informer qu'elles n'étaient pas unilatérales et qu'après avoir, pour le premier tour, obtenu de Chaban-Delmas la promesse que ce dernier respecterait l'accord déjà souscrit par Georges Pompidou sur l'indépendance des Comores, Mayotte comprise, il avait, pour le second tour, reçu du ministre de l'Economie et des Finances des assurances identiques. Je ne suis pas en mesure d'établir la réalité de la clause sur Mayotte qui contredit la position publique du Premier ministre français de l'époque, Pierre Messmer, position réitérée par le même lors du récent débat de l'Assemblée nationale. Je constate simplement que le 5 mai le maire de Bordeaux a réuni 73 253 suffrages contre 27 513 qui se sont portés sur moi et 9 984 — dont 6 680 émanaient de Mayotte — sur M. Giscard d'Estaing et que le 19 mai M. Giscard d'Estaing en a rassemblé 83 772 tandis que je plafonnais à 28 983. On dit que les chiffres parlent. J'ajoute qu'Ahmed Abdallah, peu avare de confidences, m'a également appris que l'indépendance serait accordée par la France le 15 juin suivant.

Je n'émets pas ici un jugement de valeur. Tels sont les faits. L'indépendance des Comores va de soi et il est clair qu'aucun des principaux candidats n'a concédé à Mayotte le statut particulier qu'elle réclame aujourd'hui. Les Mahorais ignoraient-ils les tractations d'Abdallah ? Ou bien doutaient-ils à ce point de mes chances ? Ils ne m'ont en tout cas envoyé ni émissaires ni pétitions.

Le dépôt en juin dernier d'un projet de loi conforme aux promesses du candidat montre que le Président de la République est resté fidèle à lui-même. Mais le vote du Parlement et le communiqué du Conseil des ministres qui vient de tomber sur les télescripteurs montrent aussi que, Président sans majorité, il n'engage la France qu'à demi. Amère leçon que nous appellerons l'impromptu d'Abdallah.

Mercredi soir

Je n'ai lu le rapport de Georges Marchais au Comité central de juin 1972 qu'après ma conférence de presse. Je commenterai ce texte la semaine prochaine.